



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



COMPTES RENDUS SOMMAIRES DE LA PREMIÈRE CONFÉRENCE DES ACTEURS DE L'UNION POUR LA MÉDITERRANÉE SUR L'ÉCONOMIE BLEUE

29-30 novembre 2017, Naples, Italie

« Documentation par Annika Steele, Lisa Simone de Grunt et Susanne Altvater,
s.Pro – sustainable projects GmbH

Le contenu de ce résumé ne reflète pas l'opinion officielle des organisateurs et des
organismes de financement.

La responsabilité des informations fournies dans ce document incombe
entièrement à l'auteur/aux auteurs. »



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



1. Session plénière : Allocation d'ouverture

29 novembre 2017, 9 h 15 – 10 h

Bernhard Friess *Directeur de la politique maritime et de l'économie bleue, Direction générale des Affaires maritimes et de la pêche, Commission européenne*

La Méditerranée devient une région de coopération maritime accrue, comme le montrent les deux dernières années de travail dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée (UpM), d'autant que plus de 50 % des participants à cette première conférence des acteurs de l'UpM sur l'économie bleue viennent de l'extérieur de l'Union.

Jusqu'à présent, un large éventail de projets ont vu le jour :

- Il y a deux ans, le Forum de l'UpM sur l'économie bleue a été créé pour définir un programme commun pour l'économie bleue de la région et permettre un dialogue transfrontalier sur des sujets d'importance bleue tels que l'aquaculture, la planification de l'espace maritime, le tourisme, etc.
- La Commission européenne a mis en place un mécanisme visant à soutenir le dialogue politique régional sur la politique maritime intégrée, en particulier avec les pays du sud de la Méditerranée, afin de renforcer l'économie bleue au sein des pays méditerranéens partenaires et entre ceux-ci; ce mécanisme s'applique de 2016 à 2019.
- Dix ministres (cinq UE et cinq non-UE) se réunissent pour adopter un programme commun afin d'établir des objectifs et de travailler ensemble en Méditerranée occidentale pour la sûreté et la sécurité, l'économie bleue durable et une meilleure gouvernance de nos mers.
- Aligner les efforts de recherche : l'initiative BLUEMED est ouverte à tous les pays méditerranéens, qui peuvent demander 50 millions d'EUR au titre du programme Horizon 2020 pour des projets de recherche ; les thèmes de recherche comprennent la pêche, l'aquaculture et l'innovation verte; la CE a déjà apporté un autre soutien financier de 35 millions d'EUR pour des recherches similaires autour de la Méditerranée.
- La plupart des pays méditerranéens ont signé l'accord « MEDFISH4EVER » qui cible les actions de lutte contre la surpêche.
- L'Union a accueilli la conférence de haut niveau Our Ocean à Malte, qui a rapidement permis d'obtenir des engagements tangibles de la part des gouvernements et entreprises: sept milliards d'EUR pour relever les défis mondiaux dans le domaine des océans.

L'UE est déterminée à promouvoir la coopération en Méditerranée. Les prochains ateliers devraient permettre de se tourner vers l'avenir. De nouvelles visions, de nouveaux contacts, de nouvelles idées pour préparer la prochaine phase d'un voyage où l'UE sera votre partenaire

Muhammad Salman, *Directeur des affaires techniques et de la sécurité maritime, Commission maritime de Jordanie*

Le besoin de développement régional a été souligné, en particulier la création d'emplois pour les jeunes dans le secteur maritime qui soient utiles pour combattre les activités extrémistes.



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



La Jordanie participe à de nombreuses activités en Méditerranée, souhaite être un modèle dans la gestion des affaires maritimes et entend continuer à se développer face aux défis actuels et futurs, p. ex. en stimulant le tourisme et le transport maritime.

Au cours des ateliers de cette conférence, des experts émettront des recommandations, lesquelles contribueront à la coopération et à la prospérité des citoyens, en particulier en Jordanie.

Miguel Garcia-Herraiz, *Secrétaire général adjoint de l'Union pour la Méditerranée en charge de l'eau et de l'environnement*

Le travail de l'UpM sur l'économie bleue repose sur le mandat ministériel consacré par la Déclaration ministérielle de l'UpM sur l'économie bleue du 17 novembre 2015. Le cœur de ce mandat est constitué d'un programme commun et d'un portefeuille d'actions conjointes ; un dialogue régional régulier sur l'économie bleue entre les pays de l'UpM et le renforcement de la coopération régionale ; la construction d'une communauté de l'économie bleue et l'association du travail politique aux actions concrètes tant avec les parties prenantes que les praticiens, p. ex. ministères, chercheurs, entrepreneurs, société civile. Dans la feuille de route de l'UpM, le développement humain et le développement durable sont étroitement liés puisqu'il est important de préserver les ressources naturelles afin de favoriser la croissance socio-économique régionale. Par définition, la coopération dans le secteur de l'économie bleue doit également être multisectorielle.

Les océans et l'économie bleue ont de plus en plus le vent en poupe, mais nous devons encore en faire davantage pour protéger les ressources de l'océan et pouvoir en profiter. Le Secrétariat de l'UpM poursuit le développement du Centre virtuel de connaissances sur l'économie bleue, lancé par la Commission européenne. Le Centre virtuel de connaissances est une plateforme en ligne qui entend promouvoir l'échange de points de vue et de meilleures pratiques, la mise en réseau et la coopération entre les acteurs de l'économie bleue. L'objectif est la construction et la consolidation d'une communauté interactive de l'économie bleue dans la région méditerranéenne.

George Alexakis, *Vice-président de la Conférence des Régions Périphériques Maritimes (CRPM) en charge des affaires maritimes, Vice-Gouverneur de la région de Crète*

La CRPM existe depuis 44 ans et regroupe 25 États pour un total de 200 millions de personnes et représente l'unique organisation régionale à six compartiments géographiques. Sa tâche principale porte sur la défense des questions socio-économiques, environnementales et maritimes.

La Commission MED regroupe 40 régions membres et neuf pays afin de coopérer et de s'engager dans des travaux techniques. L'économie bleue joue un rôle important dans le renforcement de leurs régions, en augmentant la croissance, ainsi qu'en préservant l'environnement et la biodiversité et en abordant un large éventail de questions maritimes.

L'économie bleue est un secteur clé en Crète, qui a sa propre stratégie régionale de spécialisation intelligente axée sur le tourisme et la culture durables, et une économie circulaire. Avec 300 000 touristes par an, le tourisme est un pilier majeur de l'économie locale, mais exerce également une certaine pression sur l'environnement. La Crète développe donc des méthodes fondées sur l'écosystème pour le tourisme durable.



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



Appels ouverts à propositions bleus

Christos Economou, *Chef d'unité «Stratégies des bassins maritimes, Coopération régionale maritime et sécurité maritime», Direction générale des affaires maritimes et de la pêche, Commission européenne*

La Commission européenne (Direction générale des affaires maritimes et de la pêche) a lancé un appel à candidatures via l'EASME (14,5 millions d'euros) afin de promouvoir la coopération entre les acteurs privés et publics des secteurs de l'économie bleue en Europe. Il s'articule autour de quatre volets. Les volets 1 et 2 sont ouverts à tous les bassins maritimes, tandis que les volets 3 et 4 requièrent la participation d'un partenaire du bassin méditerranéen.

Charlotte Jagot, *Agence européenne pour les petites et moyennes entreprises (EASME), Commission européenne*

Volet 1 : Projets de démonstration

8 millions d'EUR sont alloués aux projets de démonstration. L'objectif est de mettre des technologies et des recherches innovantes sur le marché et ainsi d'éviter ce qu'on appelle la « vallée de la mort ». Cela inclut le développement de nouvelles PME, la transformation de la recherche en produits commercialisables, la réduction des déficits de financement et le développement de concepts commerciaux. Le cofinancement n'est que de 65 % pour promouvoir l'investissement privé ; les candidats devront trouver un partenaire commercial à but lucratif. Date limite : 28 février 2017

Volet 2 : Déchets marins

2 millions d'EUR sont alloués aux stratégies et aux technologies efficaces contre les déchets marins. 5,12 millions de tonnes de déchets plastiques pénètrent dans les océans chaque année. La promotion de nouvelles entreprises comme stratégie contre les sources maritimes de déchets (pêche, tourisme côtier). Délai : 8 février 2017

Volet 3 : Réseaux bleus en Méditerranée

3 millions d'EUR sont alloués aux réseaux bleus – des acteurs maritimes échangent des compétences et de meilleures pratiques afin de lutter contre la fragmentation grâce à une coopération publique-privée accrue. Il est complémentaire aux stratégies existantes et implique des partenaires des pays membres du Sud. Trois objectifs spécifiques :
1 - développement des compétences dans les professions maritimes, notamment le partage en



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



matière d'éducation et de formation et la sensibilisation sur l'attractivité du secteur.
2 - mise en réseau et groupes d'entreprises. L'accent est mis sur des activités concrètes telles que l'investissement conjoint.
3 - des activités de jumelage dans la pêche artisanale et les communautés locales pour faciliter la diversification des emplois – notamment auprès des femmes.

Date limite : 28 février 2017

Volet 4 : Restauration des écosystèmes marins dans la Méditerranée

1,5 million d'EUR sont alloués à la restauration des écosystèmes marins. Il est important d'identifier les écosystèmes endommagés et de proposer de les restaurer de manière innovante. Date limite : 8 février 2017 – financement d'un seul projet de démonstration.

Conclusion : L'économie bleue devrait être synonyme de «moderne, bleu et high-tech». De nombreuses possibilités existent pour les entreprises, et nous devrions nous pencher sur la circulation entre les idées et les entreprises, en particulier le long de l'axe nord-sud, tout en tenant compte de l'équilibre hommes-femmes.

Réseau Entreprise Europe

Maria Cristina Raffone, *Coordinatrice du Réseau Entreprise Europe – BRIDGEconomies*

Le réseau peut aider les PME à accéder aux financements et aux marchés de l'UE et à obtenir un soutien local grâce au réseau européen constitué de 600 organisations hôtes dans 60 pays, y compris en dehors de l'UE.

Les services comprennent une base de données pour les entreprises leur permettant de chercher des partenaires, des événements de mise en relation, un soutien consultatif local sur la législation, des normes, la propriété intellectuelle et le financement de 17 secteurs clés.



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



Atelier 1 : L'avenir de l'économie bleue en Méditerranée

29 novembre 2017 11 h 30 – 13 h 00

Modérateur : Pietro Spirito, système des autorités portuaires de la mer Tyrrhénienne centrale, Italie

Intervenants :

- Serena Angioli, Ministre régionale des fonds européens, de la jeunesse, de la coopération européenne et du bassin méditerranéen, région de Campanie, et vice-présidente de la Commission interméditerranéenne de la CRPM
- Carlos Botana Lagaron, Port de Vigo, Espagne
- Massimo De Andreis, Groupe SRM Intesa San Paolo, Italie
- Agostino Gallozzi, Terminal à conteneurs de Salerne, Italie
- Umberto Masucci, Propeller Club, Italie
- Giovanni Sgambati, Secrétaire général de l'UIL Campania, Italie
- Apostolos Sigouras, ECOMASYN, Grèce
- Pietro Spirito, système des autorités portuaires de la mer Tyrrhénienne centrale, Italie

Principaux points abordés

La position et les opportunités futures de la Méditerranée

La Méditerranée joue un rôle important dans le trafic maritime mondial, mais aujourd'hui, plus que jamais, il importe d'établir un réseau solide de liaisons maritimes dans la région au vu des investissements chinois substantiels en Asie et dans les régions voisines de l'Union. Le développement de nouveaux secteurs tels que le trafic roulier («roll-on roll-off»), le transport maritime à courte distance et le trafic de passagers et de conteneurs est fondamental pour poursuivre le développement économique de la Méditerranée.

La compétitivité par la connectivité

La Méditerranée a la capacité de se hisser au rang de leader mondial dans la création de zones économiques spéciales (ZES), mais ces dernières devront toutefois coopérer afin de stimuler les opportunités d'investissement. Au regard des acteurs mondiaux, il est fondamental que la Méditerranée se développe en tant que réseau et s'exprime d'une seule voix. Des relations solides doivent être établies pour renforcer le développement durable d'une économie bleue en Méditerranée unique : la compétitivité par la connectivité est la voie à suivre. Les ZES méditerranéennes doivent coopérer et s'unir, car les acteurs mondiaux perçoivent la région comme un espace commun. Les initiatives éparses ne suffisent pas ; ce qu'il faut, c'est une vision commune porteuse de croissance et de prospérité dans toute la région méditerranéenne.

La compétitivité par la modernisation

Les ports revêtent une importance capitale dans l'économie bleue en Méditerranée, car ils peuvent



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



agir comme catalyseur si des investissements suffisants sont réalisés pour développer de nouveaux modèles de gestion portuaire. La gestion portuaire moderne est une pratique sociale innovante, qui témoigne des valeurs clés de l'Union européenne. Le port espagnol de Vigo donne l'exemple en investissant massivement dans la modernisation de sa gestion, cultivant l'ambition de devenir un port vert, innovant, connecté et inclusif. Les ports sont des moteurs importants pour les économies régionales ; les régions doivent réagir rapidement pour fournir des travailleurs qualifiés pour les emplois nécessaires, car les grands investissements financiers en Méditerranée doivent suivre leur cours, surtout quand les dépenses publiques diminuent. Les réglementations environnementales génèrent de nouvelles possibilités commerciales pour le transport maritime et les ports, grâce à des avancées technologiques telles que la navigation autonome, la robotique, la numérisation et les terminaux en mer. Des investissements dans les technologies de l'information doivent promouvoir la logistique moderne.

Les aspects sociaux du secteur maritime

Les travailleurs doivent être écoutés et leur sécurité, prospérité et développement doivent toujours demeurer une priorité. Des investissements dans la formation et l'éducation des travailleurs des secteurs maritimes de la Méditerranée doivent être réalisés, et les syndicats peuvent jouer un rôle prépondérant en ce sens. Par conséquent, la relation entre les ports et les villes est importante, car elle est étroitement liée au concept de communautés et d'identités maritimes, et certaines évolutions telles que la réhabilitation des villes côtières méritent que l'on y consacre recherches et investissements, car les ports doivent être bénéfiques aux communautés maritimes dans lesquelles ils s'inscrivent. Les ports peuvent également servir de catalyseur pour un meilleur climat social et politique dans la région.

La nouvelle position centrale de la Méditerranée

La Méditerranée retrouve de plus en plus son caractère central et les zones économiques spéciales (ZES) sont essentielles pour attirer les investissements, car elles offrent des avantages fiscaux et permettent de réduire la bureaucratie. Les ZES génèrent de nombreuses possibilités commerciales positives potentielles. Par conséquent, le progrès économique devrait également être un moteur de stabilité politique et sociale en Méditerranée. Il importe de tenir compte du rôle de la démographie, en particulier celui de la croissance de la population européenne par rapport à la population mondiale et des taux de natalité des pays européens. Les pays de la région MENA offrent de nombreuses possibilités et il est essentiel de se tourner vers le Sud et pas seulement vers l'Est et l'Ouest.

Conclusions et recommandations

- Les infrastructures portuaires méditerranéennes doivent se développer en réseau afin de renforcer la capacité compétitive de l'Europe et de l'Afrique du Nord et il est fondamental que la Méditerranée européenne s'exprime d'une seule voix.
- Des investissements dans la connectivité permettent d'augmenter la compétitivité. Il est nécessaire d'établir des liens directs entre le développement maritime et le développement économique, en favorisant, par exemple, la mise en réseau des zones économiques spéciales existantes en Méditerranée.
- Il importe de s'intéresser non seulement au trafic maritime à l'échelle internationale, mais aussi au transport maritime à courte distance en Méditerranée.



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



- Les ports peuvent jouer un rôle de catalyseur pour l'économie bleue en Méditerranée, mais il convient d'innover en matière de gestion portuaire.
- La gestion portuaire est une pratique sociale innovante qui doit se montrer novatrice et inclusive.
- Les pays méditerranéens, qu'ils soient membres de l'UE ou non, doivent unir leurs efforts dans le but de façonner une vision commune.
- La sécurité, la prospérité et le développement des travailleurs doivent demeurer une priorité.
- Le progrès économique devrait être un moteur de stabilité politique et sociale en Méditerranée.

Atelier 2 : Vers une approche intégrée pour le développement des communautés côtières dans la région méditerranéenne : outils et meilleures pratiques

29 novembre 2017, 11 h 30 – 12 h

Modérateur : Alessandra Pomé Grandjacquet, consultante

Intervenants :

- Giovanni Tumbiolo, District de la pêche et de la croissance bleue, Sicile, Italie ;
- Rigers Bakiu, Université agricole de Tirana – Département des pêches et de l'aquaculture, Albanie ;
- Antonio Errico, Association Magna Grecia Mare, Musée portuaire de Tricase, Italie ;
- Houssam Hamza, Direction générale de la pêche et de l'aquaculture du Ministère de l'agriculture, Tunisie ;
- Imad Lahoud, Département de la pêche du Ministère libanais de l'agriculture, Liban ;
- Massimo Zuccaro, Institut agronomique méditerranéen de Bari, Italie.

Principaux points abordés

Les défis pour les communautés côtières

Les communautés côtières de la Méditerranée sont confrontées à de nombreuses difficultés telles que le chômage, l'épuisement des ressources environnementales et le changement climatique. Bien qu'il s'agisse de problèmes mondiaux, les communautés doivent essayer de les résoudre par elles-mêmes. L'atelier a permis de passer en revue les différentes stratégies régionales.

Sensibilisation active pour coordonner le secteur des entreprises

Les exportations, la performance économique et l'emploi ont connu une amélioration, en Italie, grâce à l'approche ascendante visant à faire de l'économie bleue l'épine dorsale de l'économie. L'innovation, le financement et les résultats des projets ont été pris en compte lors de la définition des clusters et du soutien à l'économie bleue dans le développement durable. L'objectif est de créer un district méditerranéen fondé sur les principes de l'économie bleue. L'approche italienne consiste à développer la valeur du travail et du potentiel *avec* le soutien de l'Italie, et non *en* Italie. « Blue Sea Land », une initiative axée sur l'idée selon laquelle les « clusters » sont les moteurs du développement local et l'exposition « Blue Economy Expo », qui a permis d'être de découvrir et de



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



déguster des produits méditerranéens sont autant d'initiatives de sensibilisation intéressantes qui ont été mises en œuvre.

Il ressort de cet exemple que nous pouvons réussir à établir des clusters locaux en s'appuyant sur l'identité de la culture locale. Les micro-entreprises sont les bénéficiaires de ce cluster ascendant qui devient un outil de renforcement des capacités (par exemple, pour la technologie sous-marine), et le moyen de pénétrer de nouveaux marchés et de répondre à la nécessité d'internationaliser les produits locaux. L'échange de points de vue dans des domaines spécifiques est essentiel pour disposer de règles et de principes communs afin de surmonter les conflits.

Transformation d'un vieux port

Les communautés sociales ont été la clé de la renaissance du musée portuaire de Tricase. Le port de dimension très modeste se trouvait confronté à des problèmes typiques en Méditerranée, tels qu'un désintérêt pour le village, ainsi qu'un sentiment de perte d'identité et de dignité au sein de la population. La solution était de faire du port une marina privée ou un musée portuaire. Les habitants optèrent pour une marina finalement, perdant ainsi leur zone de pêche locale. En conséquence, différentes parties prenantes de Tricase décidèrent de mêler histoire et récits, à mi-chemin entre terre et mer. Le musée portuaire a insufflé un mouvement de croissance, grâce aux nombreuses activités connexes (B&Bs, hôtels, associations culturelles, centre culturel, et musée du bateau). Un [port en ligne](#) proposant des conférences en ligne et qui rassemble des pêcheurs de différents pays.

Interaction entre la pêche artisanale et la protection de la nature

La pêche artisanale durable est une mesure visant à soutenir les aires marines protégées (AMP) par l'intermédiaire de l'interaction entre les gestionnaires des pêches et les AMP. La mer Méditerranée est un creuset de biodiversité, mais elle est soumise à une pression considérable. L'exploration et l'exploitation des ressources vivantes et non vivantes sont en plein essor. Un système d'AMP comprenant 18 zones (utilisations autorisées et non autorisées) est mis en œuvre (1 231 AMP et d'autres mesures de conservations efficaces par zone (OECM) dans la Méditerranée, couvrant 7 % de la superficie du bassin maritime). La zone albanaise de Sazani-Karaburun (SK) observe un code de conduite volontaire de la FAO sur la pêche artisanale, mais il n'existe pas encore de zone d'aquaculture attribuée (AZA). La pêche artisanale, au vu de l'importance d'interagir avec l'AMP afin de protéger la biodiversité locale, est pratiquée à l'intérieur et autour de l'AMP SK et affiche une productivité élevée.

Stratégies pour diversifier le secteur de la pêche

Le secteur de la pêche tunisien est un secteur économique puissant dominé par la pêche côtière. Les stratégies de diversification sont essentielles pour lutter contre le chômage et l'émigration. Parmi les approches figurent : a) le renforcement des services environnementaux (libération d'œufs de calmar dans la mer comme idée toute simple ayant une incidence directe pour les pêcheurs), b) la modification des techniques de manipulation des poissons (Bleu Artisanal), c) la valorisation du patrimoine des pêcheurs, ou d) le rétablissement des récifs (récifs artificiels) avec des pêcheurs. NEMO Tunisia agit en collaboration avec les pêcheurs pour valoriser le territoire, le savoir, les traditions et la culture. Un centre de formation pour les jeunes a également été créé (soutien au développement de projets, soutien aux familles, facilités octroyées aux femmes promotrices de projets, etc.).



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



Élaboration d'un plan directeur pour le développement durable

70 % de la population tunisienne vit le long du littoral et se concentre essentiellement dans sept villes principales affichant une évolution de leur situation socio-économique négative dans le secteur de la pêche (trop peu de jeunes pêcheurs). Le pays coopère à l'échelle internationale avec des organisations telles que la CGPM, la FAO, le CIHEAM IAMB, afin d'élaborer un plan directeur pour le développement durable des communautés côtières prévoyant la réalisation de projets dans différentes régions. Ce plan directeur permettra de développer l'agriculture durable, le tourisme, la planification urbaine pour les activités de transformation alimentaire, la pêche durable, etc.

Résultats et recommandations

- La responsabilisation des communautés renforce leur sensibilisation à certains enjeux, développe un sentiment d'appropriation et favorise les actions porteuses de changement.
- Il est essentiel de diversifier les stratégies pour favoriser l'emploi dans différents secteurs.
- Il faut encourager l'approche participative pour améliorer la gouvernance.
- La constitution des clusters est indispensable pour atteindre une masse critique suffisante de PME afin de répondre aux besoins de ces dernières en matière de recherche et d'innovation, ainsi que pour assurer un transfert efficace des résultats.
- Le rôle de l'aquaculture et de ses services environnementaux dans le secteur de la pêche doit être mis en valeur.
- Le renforcement de la chaîne de valeur des produits de la pêche locale est un facteur clé de réussite.
- Miser sur la coopération facilite le transfert de connaissances et le partage de modèles, de méthodologies et de meilleures pratiques.
- Les investissements dans la nature et la culture assurent une croissance économique et sociale durable des communautés.
- Une piste consiste à mettre en relation la CGPM (et son Comité scientifique consultatif des pêches) et les acteurs environnementaux. Depuis 2011, toutes les meilleures pratiques ont été transférées à la plateforme, et les pays méditerranéens (UE et non-UE) commencent à changer leur politique pour adopter des approches multisectorielles.



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



Atelier 3 : Aborder la problématique de déchets marins en Méditerranée en adoptant une approche écosystémique : état des lieux en matière de gouvernance dans les aires marines protégées et au-delà

29 novembre 2017, 14 h 30 – 16 h

Modérateur : Dania Abdul Malak, Centre Thématique Européen, Université de Malaga, Espagne

Intervenants :

- Dania Abdul Malak, Centre Thématique Européen, Université de Malaga, Espagne ;
- Emad Adly, Réseau arabe pour l'environnement et le développement (RAED), Égypte ;
- Salud Deudero, Institut espagnol d'océanographie, Espagne ;
- Cristina Fossi, projet « Plastic Busters », Université de Sienne, Italie ;
- Malek Ghandour, Association « Amwaj pour l'environnement », Liban ;
- Eleni Hatzyianni, Environnement et aménagement du territoire, Région de Crète, Commission Interméditerranéenne de la CRPM ;
- Omar Khaber, Agence des déchets côtiers, Algérie ;
- Jamila Ben Souissi, Université de Carthage, Tunisie ;
- Julien Le Tellier, ONU Environnement/Unité de coordination du Plan d'action pour la Méditerranée, Grèce ;
- Maurizio Simenone, Région de Campanie, Italie.

Principaux points abordés

Sources de déchets marins en Méditerranée



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



La protection marine en mer Méditerranée couvre environ 6 % du bassin maritime (l'un des objectifs d'Aichi vise à atteindre les 10 %), mais toutes les zones ne sont pas gérées efficacement. Les déchets marins constituent une menace croissante selon leur zone d'origine, leur mode de transport et leur accumulation dans des puits, et ils sont principalement d'origine terrestre. Les courants marins sont également responsables de l'accumulation de déchets dans certaines zones spécifiques..

Selon les recherches du programme SwitchMed (mis en œuvre par l'intermédiaire du Plan d'Action pour la Méditerranée, PAM), les déchets les plus fréquents sont les objets à usage unique (10 sur 12). À l'échelle mondiale, 30 % des déchets se retrouvent dans l'environnement et seulement 18 % sont recyclés.. De nouvelles sources de déchets marins apparues à proximité d'élevages de moules font actuellement l'objet d'un suivi, ce qui démontre que les règlements doivent avant tout viser la durabilité. Les recherches sur les sources et l'origine des déchets marins dans les alentours des îles Baléares ont mis en évidence une gestion lacunaire des déchets, ainsi que la présence de détritiques et de déversements illégaux, un système d'évacuation des eaux usées inappropriée, outre la présence de matériel de pêche perdu et de déchets issus d'activités maritimes. Or 84 espèces sont touchées par ces types de déchets marins, principalement dans les zones côtières.

Données manquantes

L'analyse de données en Tunisie a révélé que les déchets flottants constituent une grave menace en Méditerranée. 15 % des prises totales des filets de pêche sont des détritiques, y compris dans les zones reculées, ce qui prouve combien des évaluations sont nécessaires. La présence de prises accessoires dans les filets de pêche ne n'est qu'un aspect de la problématique, car on sait peu de choses sur l'incidence réelle de celles-ci. Par conséquent, de nouvelles mesures d'évaluation ainsi que des études combinées appliquant différentes méthodologies sont nécessaires afin de permettre aux chercheurs de comparer rapidement les données disponibles.

Approches politiques

Le plan d'action régional pour lutter contre les déchets marins en Méditerranée est un programme unique pour lutter contre cette problématique. De nombreux plans d'action régionaux existent dans le monde entier ; en mer Méditerranée, une plateforme de coopération régionale sur les déchets marins ainsi qu'un Plan d'action régional pour la consommation et la production durables (PA CPD) ont été mis en place.

Initiatives et projets

Une feuille de route sur les déchets marins sera mise en œuvre par l'intermédiaire du projet PANACeA du programme Interreg-Med¹. Les principaux objectifs sont d'intégrer et de tester une combinaison de protocoles de surveillance sur les déchets marins dans les AMP, d'offrir des solutions techniques transférables, de cartographier les processus, de définir des indicateurs spatiaux régionaux (accessibles via une plateforme de source ouverte) et de transposer les résultats en indicateurs DC SMM.

¹ http://planbleu.org/sites/default/files/upload/files/PANACeA_factsheet_A4_web%281%29.pdf



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



Le projet Clean Sea Life² est un programme de sensibilisation visant à prévenir la production de déchets en informant et en impliquant des parties prenantes telles que plongeurs, touristes, ou écoles, ainsi qu'en organisant des opérations de nettoyage. Les filets fantômes figurent parmi les thèmes qui seront abordés lors de la sixième Conférence internationale sur les débris marins (GIMDC), qui se tiendra à San Diego en mars 2018. Sept associations environnementales dont MedSharks et CNR ISMAC Biella ont dressé un rapport sur les microplastiques dans les cosmétiques en Italie. Les idées qu'il contient peuvent être reproduites et encourager la coopération entre le secteur, les agences et les consommateurs. Le projet « Plastic Busters » vise à pallier le manque de données et à combler les vides qui subsistent dans l'évolution des tendances et vise à réduire les déchets marins en proposant des mesures spécifiques.

Plastic Busters est un projet labellisé par l'UpM qui vise à identifier les zones d'accumulation des microplastiques dans la Méditerranée, à mener des actions conformément au Plan régional PNUE-PAM sur les déchets marins, ainsi que des actions de sensibilisation. L'Université de Sienne, en collaboration avec GIZ-UNSDSN et l'UfM Sec, a finalisé un protocole sur les bio-indicateurs pour les déchets marins, qui a été distribué pour la première fois lors à l'occasion de la présente conférence de Naples.

Dans la région de Crète, en Grèce, les autorités nationales coopèrent étroitement avec les autorités locales. Trois instruments ont déjà été mis en œuvre : des instruments politiques spécifiques en matière de gestion des déchets, une stratégie de spécialisation intelligente et le soutien de l'économie circulaire. MERCES, quant à lui, est un projet régional portant sur la restauration des habitats marins.

L'Algérie possède un littoral très long. Des efforts de collecte des déchets associant le grand public, les agences et les plongeurs ont débuté en 2017. Ces activités ont favorisé la création de nouveaux réseaux aux niveaux régional, national et international. L'objectif consiste à surveiller l'ensemble du littoral, à définir 10 % d'AMP et à éviter l'aménagement de toute la bande côtière pour préserver la résilience de l'écosystème.

Résultats et recommandations

- Il convient de rapidement définir et mettre en œuvre des cadres juridiques et des solutions dans toute la région méditerranéenne afin de surmonter les obstacles à la réduction de la quantité de déchets marins et à l'atténuation de ses répercussions sur les écosystèmes, ainsi que surmonter la distinction entre déchets solides et déchets marins.
- Des éléments de preuve, des informations sous-jacentes et des indicateurs régionaux sur les déchets marins seront disponibles sur la plateforme de source ouverte Interreg-Med sur la protection de la biodiversité, qui pourrait être reliée au Centre virtuel de connaissances de l'Union pour la Méditerranée.
- Il est essentiel que les institutions qui gèrent ces initiatives coopèrent pour intégrer les différents résultats et rendre les données régionales, les indicateurs et les solutions à la problématique des déchets marins (prévention et réduction de leur incidence) directement accessibles aux décideurs politiques.

² <http://cleansealife.it/>



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



- Il existe un manque d'informations quant aux effets des microdéchets sur la santé de la biodiversité et leurs différentes sources.

Atelier 4 : L'énergie de la mer Méditerranée – schémas financiers innovants et avancées technologiques

29 novembre 2017, 14 h 30 – 16 h

Modérateur : Nikitas Nikitakos, Université de l'Égée, Grèce



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



Intervenants :

- Gabriele Checchia, Comitato Atlantico Napoli, Italie ;
- Ali Harzallah, Institut National des Sciences et Technologies de la Mer, Tunisie ;
- Simone Bastianoni, Université de Sienne, Italie ;
- Francesca Macedonio, Institut de technologie membranaire, Conseil national de la recherche, Italie ;
- Mario Malinconico, Institut des polymères, composites et biomatériaux, Conseil national de la recherche, Italie ;
- Damien Périssé, Conférence des Régions Périphériques Maritimes, France
- Nikitas Nikitakos, Université de l'Égée, Grèce ;
- Gianmaria Sannino, ENEA, Italie.

Principaux points abordés

Spécialisation intelligente et croissance bleue – de nombreuses régions utilisent les fonds structurels de l'Union pour investir dans la croissance bleue, y compris dans les énergies marines. Les contributions de l'UE doivent se poursuivre et, dans la mesure où l'Union s'appuiera sur des instruments financiers dans une mesure plus importante, notamment celles impliquant la Banque européenne d'investissement. La DG Mare souhaite un fonds d'investissement bleu axé sur la croissance bleue. Des suggestions concrètes sur la manière dont ces intentions pourraient se traduire au niveau régional sont en cours d'élaboration – p. ex. les questions de financement peuvent être incluses dans les réseaux et initiatives actuels tels que BLUEMED et WestMED.

Les ressources énergétiques marines en Méditerranée, telles que les énergies éolienne offshore, houlomotrice et marémotrice, sont actuellement sous-exploitées. La profondeur de la Méditerranée rend la construction d'éoliennes difficile et le potentiel des énergies houlomotrice et marémotrice est moindre que dans le nord-ouest de l'Europe. Il est possible toutefois d'utiliser l'énergie des vagues, si les emplacements sont choisis avec soin.

L'Adriatique occidentale et le golfe du Gabès, au large de la Tunisie, sont les meilleurs endroits en mer pour des éoliennes ; les eaux peu profondes permettent d'y installer des éoliennes à moindre coût. L'énergie marémotrice est techniquement plus compliquée à exploiter, mais elle recèle aussi un sérieux potentiel de croissance dans le golfe de Gabès. Actuellement, un projet bénéficiant du soutien de l'Union pour la période 2016-2019 cherche à déterminer les endroits où il serait possible d'exploiter l'énergie en mer le long du littoral tunisien.

Un autre projet Interreg pour la base méditerranéenne utilise une base de données géologiques pour déterminer les zones qui conviennent aux différents types d'énergie marine. La faisabilité de deux solutions énergétiques sera ensuite testée dans le cadre de 20 projets pilotes Énergie Bleue..

L'Union encourage l'énergie houlomotrice afin de créer une nouvelle industrie qui comptera 400 000 emplois. Si l'énergie houlomotrice est déjà perçue comme une source d'énergie propre auprès du grand public, les différentes technologies à utiliser pour la produire doivent encore faire l'objet d'une décision au sein l'UE. Parmi les projets en cours figure Pelagos, dont l'objectif est de créer un cluster technologique qui encourage la production d'énergie houlomotrice, marémotrice et offshore en Méditerranée.



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



Le dessalement de l'eau de mer est une autre mesure importante, car la rareté de l'eau est un problème qui affecte l'ensemble de l'économie. À ce titre, la technologie membranaire est moins coûteuse que d'autres, en plus d'être durable, car la membrane est réutilisable.

Un litre d'eau de mer produit 0,5 litre d'eau potable, et 0,5 litre d'eau saline rejetée dans l'environnement. L'Université de Sienna cherche actuellement à mettre au point une technologie visant à exploiter la valeur ajoutée de l'eau saline (osmose sous pression) pour produire de l'énergie.

En Grèce, une installation de dessalement flottante est actuellement en phase de test. Associée à une petite éolienne fournissant l'énergie, aucun traitement chimique n'est nécessaire et l'énergie produite est transférable. Cette technologie connaît quelques problèmes techniques, dans la mesure où l'installation automatisée se trouve en eau profonde, mais cette initiative pourrait créer des emplois là où l'économie régionale stagne.

Résultats et recommandations

- La création de clusters en matière d'énergie marine renouvelable (par exemple, PELAGOS) est capitale, de même que le transfert des technologies et le partage des connaissances.
- Il conviendrait de disposer d'une politique commune en matière d'énergie marine.
- Des schémas financiers spécifiques pour les énergies marines renouvelables sont nécessaires (certains modèles ont été présentés). Il est également nécessaire d'analyser les coûts et les bénéfices de l'énergie marine, laquelle n'est pas encore commercialement viable à de nombreux endroits (par exemple, des dispositifs intelligents et spécifiques pour capturer de grosses vagues présentent des coûts de maintenance élevés).
- Il convient de trouver un moyen d'intégrer diverses technologies d'énergie renouvelable dans un réseau intelligent capable d'alimenter le réseau principal et, parallèlement, d'offrir une source d'énergie de secours et de stocker l'énergie.



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



Atelier 5 : Promouvoir une pêche et une aquaculture durables en Méditerranée

29 novembre 2017, 16 h 30 – 18 h

Intervenants :

- Nicola Ferri, Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM), Italie ;
- Miguel Bernal, Commission générale des pêches pour la Méditerranée, Secrétariat, Italie ;
- Mark Dimech, Projet régional EastMed de la FAO, Italie ;
- Bourhim Aomar, Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts, Maroc ;
- Farej Abdelmalek, Institut national de recherche halieutique, Maroc
- M. Idhalla Mohamed, Chercheur, chef de département de l'aquaculture, Maroc
- José Ignacio, Pradas Poveda, Ministre de l'Agriculture et de la Pêche, de l'Alimentation et de l'Environnement, Espagne.

Principaux points abordés

La CGPM lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN). Il est important que les parties contractantes respectent les mesures adoptées et que les différentes parties prenantes se rassemblent au sein d'un forum.

La pêche est un secteur important en Méditerranée, les défis auxquels elle se trouve confrontée ont notamment trait au fait que ses différents écosystèmes sont endommagés et mis sous pression, en particulier par la surpêche. Parmi les problèmes socio-économiques figurent de faibles taux d'emploi et le manque de sécurité à bord. Il faut chercher à réduire les taux de rejet et la pêche INN, à protéger l'écosystème marin contre la pollution et à assurer des moyens de subsistance durables, la sécurité alimentaire ainsi que le renforcement du rôle des femmes, tout en augmentant la rentabilité et la chaîne de valeur. Pour mesurer les répercussions des décisions de gestion, il est nécessaire de collecter plus de données.

La stratégie à moyen terme de la CGPM émane des ODD 14 et intègre des stratégies régionales et nationales. D'ici à 2020, nous commencerons à observer des tendances positives, une augmentation des principaux stocks de poissons, une baisse de la mortalité et de meilleures conditions de pêche. Il est important de soutenir les communautés côtières en encourageant la pêche artisanale et en luttant contre la pêche INN, et d'adopter une approche écosystémique des pêches productives. Un autre point clé est le renforcement des capacités et de la coopération, y compris le soutien des régions bien développées envers les régions moins développées.

Conclusion :

L'attention portée sur la croissance bleue offre l'occasion d'œuvrer à la réalisation d'une pêche durable. La pêche et l'aquaculture doivent figurer dans les stratégies politiques, et les autorités compétentes en matière de pêche et les autorités environnementales doivent davantage communiquer.

Études de cas :



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



Des plans de gestion de pêche existent déjà dans les pays d'Europe du Nord. À présent, la FAO met en œuvre des plans similaires en Méditerranée orientale. Tous les acteurs prennent part au processus de création d'un plan de gestion, y compris les pêcheurs, les chercheurs et les garde-côtes. La collaboration avec d'autres secteurs est très importante pour prévoir les impacts environnementaux ou sociétaux négatifs, même si cela peut s'avérer difficile au départ. Les parties prenantes organisent des ateliers pour que tout le monde participe et détermine les préoccupations les plus urgentes. La protection sociale est une question très importante qui a été soulevée pendant le processus – les pêcheurs sont pauvres, sans pension ni sécurité sociale. Le consensus est très important. Avant de mettre en œuvre le plan, il doit être approuvé par les autorités compétentes.

Pêche artisanale au Maroc : Parmi les problèmes rencontrés figurent notamment l'insécurité économique, la pauvreté des écosystèmes et un manque de sécurité. L'amélioration des conditions de vie et de travail et une approche participative impliquant les pêcheurs pourraient être des solutions. L'objectif est de créer des pôles ou « villages » socio-économiques pour les pêcheurs dans certaines régions et de mettre en place des coopératives de protection sociale, proposant par exemple des soins médicaux. La commercialisation des produits a également été encouragée, ainsi que d'autres projets générateurs de revenus visant à réduire la pression sur les stocks de poissons, projets à l'initiative des pêcheurs et financés par ceux-ci.

Initiative de la Ceinture Bleue, Maroc : Trois millions de personnes vivent du secteur de la pêche au Maroc, mais celui-ci est confronté à des défis tels que la surexploitation et le changement climatique. L'initiative consiste en une plateforme collaborative/un espace de travail pour tous les acteurs le long des zones côtières. L'initiative prévoit également un système de mesures géographiques, d'alerte et de gestion, ainsi qu'une vérification de la qualité de l'eau et de la pollution, en plus d'encourager l'aquaculture durable (AMTI) pour transformer les contraintes environnementales en opportunités. Plusieurs associations issues de la recherche, de la sphère des ONG et du secteur privé se sont jointes à l'initiative.

Stratégie d'économie bleue espagnole : Il importe de disposer d'une stratégie nationale pour mettre en œuvre les divers accords et politiques relatifs à la mer adoptés à l'échelle mondiale. La stratégie comprend huit lignes d'action, notamment la mise en œuvre d'instruments de financement avec l'aide de la Banque européenne d'investissement et du Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP). De plus, l'aquaculture sera entièrement alignée avec la planification de l'espace maritime (PSM) au niveau régional, avec la création de centres d'excellence en matière de connaissance bleue et la définition de huit piliers en faveur d'une pêche durable.

Résultats et recommandations

- Les espèces envahissantes devraient également faire l'objet d'un projet distinct. La CGPM recueille actuellement des informations sur les espèces envahissantes, mais elle aurait besoin du soutien d'experts.
- Le travail en cours sur la croissance bleue offre l'occasion de promouvoir le développement durable en Méditerranée, conformément à la déclaration de MedFish4Ever.
- Du point de vue du secteur de la pêche, une révolution culturelle est en cours, car les pêcheurs deviennent des entrepreneurs, mais ils ont aussi besoin d'une réglementation claire. Les décideurs politiques doivent également associer les pêcheurs à l'élaboration des politiques. Si les pêcheurs sont davantage impliqués dans la prise de décision, ils seront prêts à faire des sacrifices. Des organisations telles que la CGPM ont besoin d'une communication



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



claire pour adopter leur plan de gestion. Actuellement, la CGPM crée des plateformes de pêcheurs.

- Malgré les efforts de l'UE et d'organisations telles que la GCFM, les stocks de poissons continuent à diminuer et la surpêche est toujours d'actualité. La CGPM n'a reçu des outils efficaces que récemment, p. ex. un secrétariat doté d'un budget autonome. Cependant, le rôle de la pêche et de l'aquaculture dans le maintien de la croissance bleue devrait être mieux pris en compte, notamment dans les politiques nationales et internationales.
- Le rôle de la pêche et de l'aquaculture dans le maintien de la croissance bleue devrait être mieux pris en compte, notamment dans les politiques nationales et internationales.
- Les pays doivent se mettre d'accord sur des mesures efficaces et inclure des objectifs dans la législation nationale.
- Une coopération est nécessaire pour atteindre des objectifs communs, y compris au niveau sous-régional (par exemple en Méditerranée occidentale) et entre les organisations compétentes et les organismes régionaux.
- La pêche commence à prendre une dimension diplomatique, mais il a fallu qu'elle devienne un problème grave avant d'attirer l'attention politique.

Atelier 6 : Planification de l'espace maritime/Aménagement intégré des zones côtières : statut de mise en œuvre et principales lacunes et spécificités

29 novembre 2017, 16 h 30 – 18 h

Modérateur : Niccolo Bassan, Université IUAV de Venise, Italie

Intervenants :

- Bechir Bejoui, Institution nationale des sciences et technologies marines, Tunisie ;
- Francesco Chiocci, Université « La Sapienza », Italie ;
- Samir Grimes, Laboratoire de Conservation et de Valorisation des Ressources Marines, École Nationale Supérieure des Sciences de la Mer et de l'Aménagement du Littoral, Algérie ;
- Francesco Musco, Université IUAV de Venise, Italie ;
- Mauro Randone, Programme méditerranéen du WWF, Italie ;
- Marica Castigliano, Université de Naples Federico II, Italie ;
- Dimitris Sakellariou, Institut d'Océanographie, Centre hellénique de recherche marine, Grèce.

Principaux points abordés

Les participants ont discuté de la planification de l'espace maritime (PEM) et de la gestion intégrée des zones côtières (GIZC). La PEM se définit comme la gestion adaptative des activités humaines en mer pour atteindre des objectifs spécifiques, promouvoir les synergies entre secteurs et encourager les investissements, tout en sauvegardant l'environnement marin et en encourageant la coopération transfrontalière (CTF) entre les pays partageant un bassin maritime. Aussi bien la PEM que la GIZC se trouvent dans la phase initiale de mise en œuvre dans la région.



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



Le besoin de coordination multidisciplinaire

La coordination entre les experts multidisciplinaires côtiers et marins est fondamentale, ainsi que l'harmonisation entre la planification terrestre, côtière et maritime et l'inclusion des interactions terre-mer. La PEM exige une forte capacité institutionnelle pour permettre le dialogue entre les politiques, les scientifiques et les différents niveaux de gouvernement et de secteurs. Le bureau de planification idéal pour la PEM se constituerait d'une grande variété d'experts, notamment des planificateurs, des universitaires, des politiques, des juristes, des sociologues, des décideurs politiques, des scientifiques et des représentants du secteur. La PEM requiert un lien étroit entre la science et la politique, en tenant compte également de l'opinion publique.

Identité maritime

La communauté maritime partage une identité maritime, façonnée au gré des interactions terre-mer qui ont produit des bâtiments et des objets typiques, ainsi que des valeurs culturelles immatérielles. L'environnement bâti, tant côtier qu'intérieur, est en partie formé par l'économie bleue et donc influencé par les décisions des planificateurs. Nous inscrivons la gouvernance de l'espace dans la géographie : ce dernier n'est pas un contenant à l'intérieur duquel le monde procède ; c'est un coproduit de tout ce qui précède. La structure de Naples a été façonnée par son port, car l'interface port-ville affecte toute la structure urbaine ; la *terre bleue*, et les changements dans le paysage influencent notre relation à la mer. L'économie de la mer se reflète dans les modèles territoriaux de la ville au sens large : les nouvelles tailles de conteneurs modifient le paysage de la ville à travers de plus grands bâtiments et la réhabilitation des bords de mer voit une architecture innovante assigner de nouvelles fonctions aux bâtiments historiques.

L'économie bleue en Méditerranée

L'approche écosystémique (EcAp) est une stratégie de gestion intégrée des terres, des eaux et des ressources vivantes qui favorise la conservation et l'utilisation durable. Souvent, des mesures d'atténuation, une planification adaptative, des services écosystémiques et une approche préventive font défaut dans la planification. La centralisation de l'environnement, la coordination avec les pays voisins et la prise en compte des tendances futures sont essentielles, surtout au regard des effets cumulatifs. La directive-cadre Stratégie pour le milieu marin, la directive sur l'aménagement du territoire maritime et le protocole de la Convention de Barcelone relatif à la GIZC font référence à l'approche écosystémique, mais en Méditerranée, si l'on constate un manque d'orientation, une faible participation des différents acteurs ainsi qu'une faible intégration entre les différentes politiques, la volonté ne manque pas. Des groupes de travail régionaux et des directives spécifiques méditerranéennes devraient être établis pour travailler sur l'approche écosystémique, en impliquant de nombreux acteurs afin de développer les capacités de mise en œuvre.

Les risques géologiques marins en Méditerranée

Les risques géologiques marins constituent une menace spécifique pour les activités économiques dans des régions géologiquement actives telles que la Méditerranée, qui ne sont pas suffisamment pris en compte. L'on compte notamment des tranchées et des creux profonds, des montagnes sous-marines et des pentes raides dans la région, et les risques géologiques les plus fréquents sont les glissements de terrain sous-marins ou côtiers, la sismicité, le volcanisme, les glissements de terrain, les crues soudaines et les tsunamis induits par l'Homme. Le transfert de connaissances de la science



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



à la société doit être inclus dans la PEM à travers la cartographie du fond marin pour l'évaluation des risques géologiques afin d'aider à la planification de l'infrastructure. Les connaissances sont répandues et une collaboration accrue est nécessaire, de même que la mise en place d'un accord conjoint et de normes de résolution. Le réseau européen d'observation et de données marines recueille et harmonise les données par le biais de la bathymétrie, mais n'interprète pas les données, tâche qui est assurée par la communauté géologique marine.

Résultats et recommandations

- La PEM et la GIZC sont en phase initiale de mise en œuvre en Méditerranée. La véritable mise en œuvre de la PEM en Méditerranée doit encore être mise à l'essai et une coordination entre experts multidisciplinaires côtiers et marins est nécessaire. L'harmonisation entre la planification terrestre et maritime (comme la PEM et la GIZC) est encore loin d'être achevée et des groupes de travail d'experts terrestres et maritimes sont nécessaires pour faciliter l'aménagement de l'espace côtier et marin.
- La gouvernance de l'espace doit être prise en compte lorsque l'économie de la mer se reflète dans les modèles territoriaux de la ville au sens large.
- La mise en œuvre pratique de l'approche écosystémique dans les politiques d'aménagement marin et côtier en Méditerranée doit encore être mieux comprise. Il est donc recommandé qu'un groupe de travail impliquant les parties prenantes méditerranéennes pertinentes soit créé et dirigé par le PAM/PNUE pour orienter un véritable processus d'aménagement marin et côtier fondé sur les écosystèmes jusqu'en 2021. Le groupe de travail devrait s'efforcer de produire des directives spécifiques pour les planificateurs régionaux et de fournir un renforcement des capacités au niveau régional.
- Compte tenu de la géologie active de la mer Méditerranée, celle-ci présente des risques géologiques qui constituent une menace très spécifique et réelle pour les infrastructures et les zones côtières densément peuplées. En raison des nouvelles avancées technologiques (bathymétrie multifaisceaux), les instituts de recherche et les universités disposent d'une énorme quantité de données et de connaissances pour évaluer les risques géologiques. Ces connaissances devraient être transférées à la société pour stimuler l'économie bleue et assurer un développement durable et sûr des activités humaines dans le milieu marin. Un accord conjoint et des normes de résolution doivent être adoptés.

Atelier 7 : Durabilité et attractivité du tourisme méditerranéen : meilleures pratiques et projets d'innovation dans les pays côtiers euro-méditerranéens

30 novembre 2017, 11 h 30 – 13 h

Modérateur : Alessandra Pomé Grandjacquet, Consultante

Intervenants :

- Maurizio di Stefano, ICOMOS, Italie ;
- Bechir Bejoui, Institution nationale des sciences et technologies marines, Tunisie ;
- Konstantinos C. Giotopoulos, Chambre d'Achaïe, Grèce ;
- Ioannis Kostopoulos, SaMMY, Grèce ;
- Samiha Khellifa Bedioufi, Université de Sousse, Tunisie ;
- Hotaf Yassien, Autorité de la Zone Économique Spéciale D'Aqaba, Jordanie



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



- Alessandra Priante, Ministère de la Culture, du Patrimoine Culturel et du Tourisme, Italie
- Davide Strangis, Conférence des Régions Périphériques Maritimes, Espagne ;
- Milena Zoppeddu, Secrétariat permanent de l'Arc Latin, Espagne.

Principaux points abordés

Le patrimoine culturel subaquatique comme moteur du tourisme durable

Le patrimoine culturel subaquatique et l'archéologie maritime peuvent être résumés comme une « économie créative bleue », qui relie le savoir traditionnel au développement économique des pays côtiers méditerranéens. La Convention de l'UNESCO sur la protection du patrimoine culturel subaquatique (2001) offre un cadre pour 177 sites en Méditerranée et souligne le devoir moral de protéger leur richesse et leur unicité. L'économie bleue peut soutenir le développement durable de ces éléments submergés, contribuer au développement de villes entières à travers des plans de gestion et mettre en évidence les différentes caractéristiques du patrimoine culturel subaquatique par rapport au patrimoine terrestre.

Marinas intelligentes

Le groupe de travail grec sur l'économie bleue pour les nouvelles technologies, l'accessibilité et la durabilité environnementale collabore avec la Chambre de commerce, les marinas, les universités et les PME pour développer une nouvelle génération de marinas intelligentes. Une expérience pilote menée à Patras a cherché à analyser les fonctionnalités informatiques intelligentes, le développement des compétences, le respect de l'environnement et l'accessibilité. L'objectif est de créer un marché mondial avec possibilité de réservation en ligne, une assistance au stationnement, une connectivité, ainsi qu'une grille de capteurs polyvalents pour gérer les entrées et les sorties de la marina et éviter les déchets. Les solutions des PME telles que SaMMY seront capitalisées en vue de surmonter les problèmes actuels tels que les accidents, les tempêtes, les déchets, l'absence de lieu de débarquement des navires et le manque de connectivité entre les marinas.

Initiative du programme Pavillon bleu

La région côtière d'Aqaba (Jordanie), longue de 27 km, vise à développer une zone côtière durable (Initiative du programme Pavillon bleu). Ce programme soutient un système de certification volontaire pour les plages et les marinas. L'objectif est de préserver le récif corallien unique et la qualité de l'eau, et de sensibiliser l'opinion à la protection de l'environnement, à la sécurité et aux services, en coopération avec les niveaux local, régional et national.

Une alliance de 40 projets sur le tourisme durable et d'autres initiatives

Financée par Interreg Med Sea, l'alliance a pour objectif de couvrir 108 destinations touristiques grâce à un outil d'évaluation du tourisme durable et d'impliquer 144 régions et sous-régions dans la mise en œuvre de plans touristiques durables, au moyen d'une interaction renforcée. Les premiers défis et lacunes en matière de tourisme durable autour des côtes ont été identifiés. Le projet nommé « MITOMED + » vise à renforcer la durabilité et la responsabilité du tourisme maritime et côtier. Les projets pilotes sont testés, transférés et capitalisés. En outre, un processus d'étiquetage



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



de l'UpM se poursuit jusqu'en décembre 2018, en interaction avec les processus de la directive-cadre Stratégie pour le milieu marin (DCSMM).

Les répercussions du changement climatique sur le tourisme

Les prévisions climatiques pour la région méditerranéenne comprennent une forte augmentation de la température de l'eau en 2050 par rapport à 1960 et 1990. Les cartes indiquent un changement climatique et des répercussions sur la situation socio-économique, par exemple, le tourisme. Toutes les parties prenantes doivent réfléchir à des solutions face à l'évolution de la situation afin de minimiser les dégâts pour le tourisme.

Les étapes pour un tourisme durable

Toute activité humaine, qu'il s'agisse d'écotourisme ou de tourisme de masse, doit être durable. Il existe certains liens visant à assurer la durabilité et à éviter de creuser un fossé entre les différents types de tourisme. L'adoption de moyens techniques et innovants peut faire la différence. Les informations et les données sont essentielles à l'idée de bonne gouvernance et ne devraient pas être entre les mains de l'industrie majeure et touristique. Ce nouveau type de gouvernance nécessite de nouvelles formes de médiation et de contextualisation. Mettre en avant les identités et ne pas effacer la culture dans divers endroits de la Méditerranée est un autre pas important dans la bonne direction.

Résultats et recommandations

- Établir de nouvelles formes de bonne gouvernance dans le secteur du tourisme en vue de préserver l'identité des communautés locales et de favoriser l'innovation.
- Des mécanismes de sensibilisation et d'assurance de la qualité soutiennent le tourisme durable et la protection de l'environnement.
- L'intégration des PME dès le début est essentielle pour maintenir des approches durables.
- La conceptualisation de projets pilotes ainsi que le travail sur les objectifs du projet après la fin de ce dernier sont essentiels pour atteindre les objectifs de la stratégie BLUEMED et d'autres initiatives régionales.
- La coconception du processus participatif permet de préserver les identités culturelles.



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



Atelier 8 : L'initiative BLUEMED pour la croissance bleue et l'emploi – construire un programme commun de recherche et d'innovation dans la région méditerranéenne

30 novembre 2017, 11 h 30 – 13 h

Modérateur : Fabio Trincardi (CNR Italie, coordinateur ASC de BLUEMED)

Intervenants :

- Luca Marangoni, Chef d'équipe pour les stratégies par bassin maritime et la coopération régionale maritime, Direction générale des Affaires maritimes et de la pêche, Commission européenne ;
- Marta Iglesias, Unité des ressources marines, Direction générale de la recherche et de l'innovation, Commission européenne ;
- Fabio Fava, Président du conseil stratégique de l'Initiative BLUEMED ;
- Valeria Fascione, Ministre régionale de l'internationalisation, des start-ups et de l'innovation, région de Campanie ;
- Lucio Sabbadini, Président du Cluster Technologique BIG (Blue Italian Growth) ;
- Mohamed Salah Azaza, Chargé de la coopération internationale, INSTM (Institut National des Sciences et Technologies de la Mer), Tunisie ;
- Dr Baris Salihoglu, Directeur de l'Institut des sciences de la mer, Université technique du Moyen-Orient, Turquie ;
- Prof. Alaa Eldin El-Haweet – Doyen du Collège des technologies de la pêche et de l'aquaculture, Académie arabe des sciences, technologies et transport maritime, Égypte ;
- Prof. Manal Nader – Directeur, Institut de l'environnement, Université de Balamand, Liban.

Principaux points abordés

L'initiative BLUEMED est un exemple concret d'engagements politiques traduits en actions concrètes. L'initiative lancée en 2015 par certains États membres de l'UE a élaboré un programme stratégique de recherche et d'innovation (SRIA). En mai 2017, l'initiative BLUEMED a été approuvée par l'UpM et les États membres de l'UE. Désormais, le moment est venu de partager le SRIA avec les pays partenaires du sud de la Méditerranée et de recueillir des contributions pour le mettre à jour.

Un soutien politique a été recueilli pour l'initiative BLUEMED, et les coordinateurs commencent à mettre en œuvre le programme stratégique de recherche et d'innovation. Toutefois, si la plupart des fonds structurels disponibles de l'Union ne sont pas complètement alignés sur l'initiative, les initiateurs cherchent à pleinement l'intégrer aux l'initiative EUSAIR et WestMED, cette dernière étant approuvée par les dix pays présents ce matin à Castel dell'Ovo. Le plan d'action s'articule autour de 12 défis clés, notamment l'approfondissement des connaissances, la stimulation du secteur et le renforcement des capacités. Les exemples comprennent les projets de laboratoires bleus financés par le FEAMP (Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche) et les projets des carrières bleues.



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



Priorités actuelles de l'initiative : promouvoir l'adoption du programme stratégique BLUEMED au niveau national, y compris l'alignement des stratégies et des politiques nationales ; impliquer les pays partenaires du Sud dans l'initiative au moyen de réunions et d'ateliers dans ces pays ; promouvoir la coopération entre les différents réseaux, projets, stratégies et initiatives en cours en Méditerranée.

Il est nécessaire d'établir un conseil stratégique plus important afin de diriger l'initiative et les pays qui ne font pas encore partie de l'initiative BLUEMED sont aimablement invités à la rejoindre (en répondant à l'appel à candidatures actuel).

Exemples de pays non membres de l'UE

La **Tunisie** a mis en place un laboratoire d'aquaculture, enquêtant sur l'AMTI, les agents pathogènes, etc., et cherche à impliquer les communautés en vue d'alléger la pression sur les stocks de poissons ; un laboratoire de biotechnologie visant à encourager les start-ups au moyen de produits bleus à haute valeur ajoutée et un laboratoire de biodiversité afin de recenser les écosystèmes sous pression et de trouver des solutions innovantes.

Les efforts de la **Turquie** s'alignent sur les thèmes de l'initiative BLUEMED et les priorités de l'Union :

1. Coordonner les organismes de recherche marine dans le but d'accroître les connaissances et de mieux comprendre les pressions et solutions écologiques et environnementales régionales. Comment les différents facteurs de stress agissent-ils ensemble et quelle est leur incidence sur l'environnement régional ? Il est important de définir les facteurs de stress, les interactions et l'incidence potentielle sur l'environnement.
2. Définir les secteurs océaniques en mesure de bénéficier des connaissances acquises. Les secteurs ont besoin de produits concrets pour pouvoir agir.
3. Des projets ont débuté dans la région pour rassembler la solide expertise dans l'est de la Méditerranée.

Étape suivante : la création d'un centre de croissance bleue « Blue Valley » en Turquie pour faciliter le dialogue avec les acteurs et les experts, et rationaliser les plans. Le développement de l'initiative BLUEMED à l'est de la Méditerranée est de la plus haute importance dans ce processus.

L'**Égypte** fait également face à des enjeux liés à la surpêche et encourage l'aquaculture en eau douce pour accroître la consommation de poissons dans le cadre de sa stratégie nationale. Pour réduire la pression, les zones protégées sont étendues et la pêche de palourdes est introduite, ce qui représente un défi, mais aussi une chance de coopérer avec les pays de l'UE. D'autres mesures comprennent la pêche en haute mer, le développement de ports et la modernisation des équipements et la diminution des rejets de poissons et de déchets.

L'environnement naturel du **Liban** a été soumis à une pression intense à cause de la pollution, de la déforestation, de la surpêche, etc. Des progrès considérables ont été consentis pour l'amélioration des projets environnementaux et la mise en relation des problèmes environnementaux et sociaux. La sensibilisation a conduit le gouvernement, les chercheurs et les ONG à prendre au sérieux la protection de l'environnement, soutenue par une initiative internationale, notamment par le biais de partenariats publics-privés. Le Liban tente toujours de cerner la situation actuelle et de trouver un moyen d'aller de l'avant grâce à l'innovation, mais il a déjà établi des zones de protection marine et



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



de la nature ainsi que des récifs artificiels. L'adoption du projet de loi nationale et la stratégie de gestion des zones côtières en cours de révision au conseil des ministres nécessiteront environ 7 ans,, mais ils devraient permettre la création de nombreux emplois bleus. L'ONG « Big Blue » travaille sur la valeur ajoutée des plastiques au lieu de les déverser dans la mer. Dans l'ensemble, la recherche et la société civile s'emploient à sensibiliser sur ces questions au niveau gouvernemental et se réjouissent donc d'une coopération internationale accrue.

Études de cas

La région de **Campanie** n'est pas seulement une région touristique, c'est aussi une communauté scientifique importante (réseaux de recherche et sept universités) travaillant sur de nombreux projets pilotes sur la (bio)-économie bleue. La stratégie nationale italienne considère la croissance bleue comme un élément non négligeable, et la Campanie travaille dur pour mettre en œuvre cette stratégie au niveau régional. Des stratégies de spécialisation intelligente, des fonds structurels ainsi que la création d'un pôle d'innovation pour les PME sont essentiels à la mise en œuvre du plan d'action de la Campanie. La coopération avec d'autres régions est également un élément fondamental – p. ex. l'accord avec la région de Ligurie pour rassembler les efforts et créer des synergies de financement.

Cluster technologique BIG

Rassembler les secteurs en un pôle est un véritable défi, surtout en Italie, où l'économie est très fragmentée. Il a fallu un certain temps pour que la croissance bleue attire l'attention ; BIG a commencé à travailler sur le sujet il y a 10 ans et il gagne lentement en visibilité en se concentrant sur des sujets sociaux. Cependant, nous avons appris quel devrait être le rôle d'un pôle, en réunissant notamment des acteurs de différents secteurs, pour être représentatif de l'Italie. Le pôle a été créé il y a seulement deux mois, et nous espérons qu'il aura le succès escompté..

Résultats et recommandations

- Un premier aperçu de la stratégie de certains pays non membres de l'Union dans le domaine de la recherche et de l'innovation marine et maritime a été donné. Il semble que ces stratégies correspondent pour la plupart au SRIA de l'initiative BLUEMED. La prochaine étape consistera à poursuivre le dialogue en impliquant les acteurs de ces pays et en travaillant au niveau pan-méditerranéen en vue de partager et d'harmoniser les priorités.
- Certains points ont été particulièrement soulignés comme l'importance des activités de pêche, notamment la tendance à pêcher dans des eaux de plus en plus profondes, la nécessité de concevoir de nouvelles usines d'aquaculture en mer, comprendre les facteurs qui facilitent l'entrée et la propagation des espèces exotiques dans les eaux méditerranéennes, les effets des débris de plastique et des plaques de déchets sur les écosystèmes marins, pour ne citer que quelques exemples. La nécessité de développer la planification de l'espace maritime a également été soulignée.
- La coopération avec les pays partenaires du Sud implique de créer plus de cohésion sociale et de stabilité dans la région méditerranéenne, car la croissance bleue joue un rôle clé dans la sécurité alimentaire et la création d'emplois.
- Dans un avenir proche, il pourrait certainement être question d'une collaboration plus étroite avec des initiatives similaires pour l'Atlantique, mais il faudrait attendre encore quelques années afin de rassembler suffisamment d'expériences et de connaissances.



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



- Afin de mettre en œuvre des stratégies pan-méditerranéennes, il est essentiel de commencer au niveau régional. Il est également opportun d'étendre l'initiative BLUEMED à la Méditerranée orientale.
- Une initiative similaire sera lancée en mer Noire, où un programme de recherche et d'innovation est en cours d'élaboration.
- Il convient d'accorder moins d'attention aux eaux profondes en Méditerranée qu'aux zones côtières ; elles n'appartiennent pas à un pays spécifique, mais ne devraient pas être oubliées pour autant. Il est nécessaire de coopérer pour utiliser durablement les ressources et préserver la biodiversité dans les eaux profondes. Toujours attentive aux stocks de poissons, la CGPM a mis au point un protocole pour la pêche en haute mer et un groupe de travail sur les écosystèmes marins. Il est également important de savoir quel type de biodiversité peut être trouvé sur les fonds marins et d'évaluer les répercussions sur l'écosystème avant de commencer à les exploiter.
- Une possibilité de coopérer et de lancer un projet pilote sur les problèmes de haute mer : l'UE consacra six millions d'EUR pour accroître la quantité de nourriture provenant de nos océans. L'appel expire en février 2018.



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



Atelier 9 : Entreprenariat bleu World Café

30 novembre 2017 11 h 30 – 13 h

Modérateur : Daniel Hires, SCP/RAC, Espagne

Intervenants :

- Nouran El Said, Agrimatic, Égypte ;
- Salah El Sadi, Incubateur UACTI Palestine (par vidéoconférence) ;
- Mostafa Hassanen, Agrimatic, Égypte ;
- Daniel Hires, SCP/RAC, Espagne ;
- Abdelrahman Magdy, Egyptrepreneur, Égypte ;
- Shimrit Perkol-Finkel, Econcrète, Israël ;
- Alessandra Pome, SCP/RAC, Espagne.

Principaux points abordés

Nous vivons à l'ère de l'entrepreneuriat, avec des entreprises qui régissent la façon dont nous vivons au quotidien. La consommation et la production durables, même appliquées aux secteurs de l'économie bleue, changent la manière dont les gens pensent et normalisent l'économie circulaire, avec de nombreuses possibilités pour les entrepreneurs.

Il existe une communauté d'entrepreneurs de l'économie verte en Méditerranée appelés les *switchers* (switchers.eu) dans le cadre du programme SwitchMed, qui comprend une formation à l'entrepreneuriat vert et un programme d'incubation. L'initiative comprend également un Fonds Switchers, qui a récemment lancé une subvention conjointement avec l'OCDE pour de jeunes entrepreneurs qui promeuvent une économie bleue durable. Il est essentiel que les entrepreneurs impliquent la société civile, notamment les jeunes, dans leurs stratégies commerciales, tout en préservant le lien avec la communauté de la recherche au moyen de mécanismes de mobilisation institutionnelle et d'innovation.

Les exemples ci-dessous ont été présentés.

L'Égypte, la Palestine et le béton vivant

Le projet EGYPTREPRENEUR s'est concentré sur la résolution des problèmes de circulation au Caire grâce à des solutions innovantes. La participation des jeunes, les solutions de crowdsourcing et les meneurs de communautés sont tous des contributeurs importants à la promotion de l'entrepreneuriat bleu dans la région.

En Palestine, les entrepreneurs bénéficient également du soutien de SwitchMed, un programme d'incubation qui offre une formation, un financement, une mise en réseau et un soutien moral. Grâce à l'incubateur, une autre entreprise palestinienne passe de la phase de recherche à la phase de production, en recyclant des déchets chimiques provenant de la production de métaux précieux dans le processus de production, plutôt que de les déverser dans l'océan. En Israël, la nouvelle société ECONCRETE produit un « béton vivant » innovant ; un nouveau produit qui donne vie aux infrastructures de béton côtier et marin. Les infrastructures côtières remplacent de plus en plus les récifs naturels, modifiant et durcissant ainsi les côtes naturelles. Le béton traditionnel est un mauvais



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



substrat pour la vie marine, tandis que le béton vivant peut réellement renforcer les services écosystémiques grâce à sa composition, sa texture superficielle et sa conception macroscopique.

Dans l'ensemble, l'un des problèmes rencontrés sont les marchés traditionnels qui accueillent des idées novatrices avec appréhension. Les petites entreprises de la Méditerranée doivent donc travailler de concert pour accroître leur influence et leur poids.

L'agriculture hors-sol

Notre époque moderne voit l'essor de l'agriculture fondée sur le savoir, alors que les magasins continuent de vendre des produits biologiques à des coûts plus élevés. L'agriculture hors-sol recèle le potentiel de réduire les ressources nécessaires aux cultures et d'augmenter la rentabilité. Beaucoup de start-ups travaillant sur l'agriculture hors-sol sont confrontées aux mêmes problèmes, et certaines des leçons apprises montrent qu'il est nécessaire de mener une réflexion hors des sentiers battus, impliquant des experts spécialisés et investissant dans une équipe de recherche et de développement.

Il est également recommandé aux jeunes entrepreneurs de rechercher autant de visibilité que possible. L'atout le plus fort dans toute entreprise reste toujours l'équipe, et cela est particulièrement vrai pour les jeunes initiatives entrepreneuriales.

Les entrepreneurs méditerranéens et l'environnement

Les participants ont discuté de la façon de mobiliser les entrepreneurs potentiels pour résoudre les défis environnementaux rencontrés par l'économie bleue en Méditerranée et comment le soutien aux entrepreneurs bleus existants pourrait être renforcé. L'une des questions clés est de savoir comment pallier le manque de communication entre le monde universitaire et l'industrie ; une solution proposée serait d'inclure des programmes d'entrepreneuriat dans les modules universitaires. L'une des choses les plus précieuses dont les entrepreneurs ont besoin est un espace pour se connecter à d'autres initiatives. En Méditerranée, SwitchMed a été lancé pour tenter d'atteindre cet objectif. Un autre aspect important à prendre en compte est que les incidences environnementales des projets et des produits sont souvent prises en considération au stade initial, mais lorsque l'entrepreneur décide d'augmenter d'accroître son activité, les aspects environnementaux sont relégués au second plan. Il est également essentiel d'essayer d'influencer les consommateurs finaux et d'accroître leur sensibilisation à l'environnement, car ce sont eux qui, en fin de compte, achèteront le produit ou le service aux entrepreneurs. Les résultats des discussions ont été visuellement enregistrés par un enregistreur graphique.

Résultats et recommandations

- L'ascension de l'économie circulaire et de l'économie bleue offre de nombreuses possibilités aux entrepreneurs dans la Méditerranée.
- La société civile, les jeunes et les institutions académiques doivent communiquer avec les entrepreneurs.
- Une plateforme doit être lancée pour que les entrepreneurs « bleus » dans la Méditerranée puissent se connecter et discuter des défis communs.
- Les institutions de recherche doivent se concerter avec les jeunes entrepreneurs « bleus » pour développer conjointement des solutions aux problèmes environnementaux en Méditerranée. Les étudiants de premier cycle et les étudiants diplômés devraient être prioritairement invités à entreprendre et à consacrer du temps, de l'énergie et de la réflexion



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



dans la recherche de solutions aux défis économiques. Il est donc important de se concentrer sur les programmes d'engagement avec les centres d'innovation dans les universités.

- L'incidence de « l'entonnoir de l'innovation » (c'est-à-dire rassembler autant d'idées que possible, les filtrer et adopter ensuite l'une des options) devrait être prise en compte tout en incitant des start-ups via « Finance and Support » à produire les solutions souhaitées en sélectionnant les start-ups les plus durables. Cela suppose également d'allouer la capacité de former, de soutenir et de financer un grand nombre de start-ups dans chaque secteur et de prendre en considération le fait qu'un petit nombre de changements deviendront finalement la solution.

Atelier 10 : Planification d'urgence en matière de sécurité maritime et de lutte contre la pollution

30 novembre 2017, 14 h 30 – 16 h

Modérateur : LtC Alberto Adamo, Garde côtière, Italie

Intervenants :

- Mohammad Alashaal, Commission Maritime de Jordanie, Jordanie
- Adm. Patrick Augier, Secrétaire Général Adjoint de la Mer, France
- Youssef Ben Romdhane, Directeur général, ministère du Transport, Tunisie
- LtC Fabio Borriello, Garde côtière, Italie
- Armando Graziano, Agence européenne pour la sécurité maritime
- Prof. Giovanni Caprino, Cetena S.p.A

Principaux points abordés

Les fonctions des garde-côtes

La Commission maritime de Jordanie (JMC) a montré une vidéo d'accident impliquant 1 300 passagers à bord d'un navire entre Aqaba et l'Égypte. Il est nécessaire de disposer d'un équipement adéquat, ce qui n'est pas garanti lorsque l'organisation est uniquement assurée par des entités civiles. La fonction de la JMC est large et son organisation interne est forte. Le plan directeur de la communauté portuaire d'Aqaba étend la portée et les tâches de la JMC. Sous l'égide de la JMC, chaque entité locale et régionale a sa propre tâche.

La stratégie européenne pour la sécurité maritime

La sécurité maritime est une question vaste et également très pertinente pour l'environnement, mais elle repose sur une coopération et une surveillance de qualité. Des mesures ont été prises, coordonnées par la France, afin de contrôler la sécurité maritime, notamment via des organisations telles que Frontex, l'AESM (Agence européenne pour la sécurité maritime, particulièrement importante pour la sûreté et la sécurité maritimes), l'AECF (Agence européenne de contrôle des pêches), l'Agence de défense de l'UE, le Centre de coordination des interventions d'urgence et le CECIS. À mesure que l'intelligence artificielle se répand, une adaptation des efforts sera nécessaire. Le CISE (environnement commun de partage d'informations) s'adresse aux systèmes nationaux, qui doivent comprendre les informations et traduire les termes « à la manière de Google ».



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



L'initiative WESTMED soutient l'expansion et l'intensification de la coopération des garde-côtes en partageant les meilleures pratiques via le MEDFORUM, avec le soutien de la DG Mare.

Projets et initiatives liés au sujet

Le projet SAFEMED IV, coordonné par l'AESM, assiste la Commission européenne dans la mise en œuvre de la législation et l'organisation de formations. Le projet comprend des pays bénéficiaires dans la région de l'Afrique du Nord ainsi que la Turquie. Les composantes du projet sont le contrôle par l'État du port, la mise en œuvre de l'État du pavillon, la communication, les activités bilatérales, la sécurité des navires, l'élément humain et l'environnement marin. L'accent est mis sur plus de support technique, plus de services, plus d'outils et des sessions de formation plus ciblées. Des outils tels que RuleCheck fournissent un accès ouvert à un plus grand nombre de données. Plus de services comme les services CSN (Cax Supplier Network) existent grâce à un nouveau satellite. Ces services CSN assurent un échange sécurisé et fiable de données et d'informations entre les partenaires (fournisseurs). Le SafeSeaNet Ecosystem GUI est un système utilisateur graphique avec un identifiant et un accès uniques à toutes les informations.

Collaboration entre pays en tant que valeur ajoutée

La collaboration avec d'autres pays comporte trois aspects : premièrement, l'importance du secteur du transport maritime pour l'économie ; deuxièmement, une vision et une stratégie maritime (y compris la protection de l'environnement) ; et troisièmement, l'axe de la sécurité et de la prévention de la pollution.

La valeur ajoutée des activités maritimes comporte également des risques et des défis (manque de contrôle et de mise en œuvre, émigration). Par conséquent, avoir une vision favorise un développement économique durable, des conditions attrayantes et compétitives ainsi que la protection de l'environnement. Les systèmes de guichet unique (numérique) assurent la cohérence des activités maritimes et le partage de données avec d'autres pays méditerranéens, en particulier ceux liés aux risques, en plus d'assurer la sécurité.

L'importance de la recherche pour le secteur

La recherche sur la conception des navires favorise la sécurité maritime et la prévention de la pollution marine. De nombreuses simulations (p. ex. réduction de la fumée, extinction des incendies, conditions nocturnes et évacuation) sont appuyées par des évaluations des risques. Une autre approche est l'empreinte environnementale du navire pour réduire les émissions atmosphériques ou atteindre zéro émission dans l'eau. La conception et la construction de tours de surveillance sur les navires peuvent réduire le nombre d'accidents. De plus, différentes configurations de consoles et de systèmes visuels ou une architecture d'entraînement navale avancée polyvalente sont testées. Un nouveau sujet d'approche sont les cybermenaces, car plus un navire est numérisé, plus il peut être faire l'objet d'attaques. Il règne une profonde préoccupation concernant l'établissement de pôles, les conteneurs et les navires de croisière. Ces problèmes ont été reconnus et des études sont menées, en tenant également compte l'aspect terrestre. L'idée est d'inclure la sécurité à l'intérieur du navire, de sorte qu'il puisse voyager jusqu'au prochain port sans navigation et sans devoir faire face au risque de couler, même dans des régions différentes comme l'Antarctique. Cependant, le terrorisme reste un problème de taille.



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



Résultats et recommandations

Les secteurs clés de la coopération avec la Garde côtière sont :

- L'intégration des données et le partage des informations sont nécessaires à travers des outils de communication et des outils informatiques tels que le VTS, le SIA, le SafeSeaNet, le CISE, afin de réaliser une surveillance maritime intégrée et polyvalente.
- La coopération en matière de formation sur les fonctions de la Garde côtière se construit à travers le réseau des centres de formation au niveau de l'UE, des échanges de personnel sont attendus entre les pays méditerranéens à l'avenir.
- L'AESM soutient le renforcement des capacités des pays MED à travers des programmes spécifiques comme SAFEMED.
- Des exercices conjoints entre les pays méditerranéens soutiennent le développement et le test d'opérations polyvalentes et de plans d'urgence conjoints pour renforcer la sécurité maritime, la surveillance et la protection de l'environnement marin en utilisant une communication efficace et en échangeant les meilleures pratiques.
- L'échange de savoir-faire sur la construction navale soutient la mise en œuvre de l'utilisation des nouvelles technologies.



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



Atelier 11 : Mission bleue dans la région méditerranéenne : promouvoir l'employabilité des jeunes en développant les compétences et en renforçant les capacités dans les secteurs marins et maritimes

30 novembre 2017 14 h 30 – 16 h

Intervenants :

- Niccolo Bassan, Université IUAV de Venise, Italie
- Mounir Ghribi, Istituto Nazionale di Oceanografia e di Geofisica Sperimentale - Durable - Initiative de croissance bleue, Italie
- Jerneja Penca, Université Euro-Méditerranéenne EMUNI, Slovénie
- Walid Kamali, Université Almanar de Tripoli, Liban
- George Triantaphyllidis, MarinEM, Grèce
- Ahmed Youssef, Professeur à l'Académie arabe des sciences, de la technologie et transport maritime, Égypte

Principaux points abordés

Il est essentiel de promouvoir l'employabilité de l'Union et de renforcer les capacités dans la région méditerranéenne. La fuite des chercheurs du sud de la Méditerranée vers les pays du Nord observée actuellement est une tendance qui doit s'inverser. Le Centre des carrières bleues de la Méditerranée orientale et de la mer Noire offre des perspectives aux jeunes demandeurs d'emploi dans l'économie bleue et aide les entreprises à trouver le personnel adéquat possédant les qualifications requises.

Une nouvelle profession : le planificateur spatial maritime

Le Master Erasmus Mundus sur la planification de l'espace maritime est un master professionnel multidisciplinaire et avancé ouvert aux ressortissants de l'UE et de pays tiers. Selon la directive européenne sur la planification de l'espace maritime, tous les États membres côtiers de l'UE doivent mettre en place un plan d'aménagement de l'espace maritime d'ici 2021. Ce programme forme ainsi un nouveau profil professionnel : le planificateur maritime. Tout au long du programme, les représentants du secteur maritime sont invités à apporter leur contribution. Les participants ont discuté des perspectives d'emploi, qui comprennent des emplois de consultance ainsi que des postes de recherche et des emplois gouvernementaux. Un programme de suivi devrait pouvoir être organisé après les cinq années de financement du programme de Master par l'UE. Les étudiants reçoivent un diplôme conjoint de Master en sciences après deux ans, remis par trois universités européennes. Les plans de l'espace maritime ne sont pas des plans directeurs ; ils sont adaptatifs et ont constamment besoin d'être révisés, de sorte que les planificateurs de l'espace maritime seront toujours nécessaires.

Compétences, formation et renforcement des capacités en Méditerranée

L'Université Euro-Méditerranéenne fonctionne comme une université et un réseau et a lancé un cours de formation de la mission bleue améliorant les connaissances et les capacités ciblant les jeunes professionnels des initiatives de croissance bleue en Méditerranée, créant des emplois qualifiés de la mer. L'accent est mis sur les transports, les ports et la logistique. 23 participants de 11 pays avec des profils très divers ont participé aux cours. En 2018, l'université investira dans la



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



formation professionnelle ainsi que dans d'autres possibilités de renforcement des capacités. La mise en réseau est tout aussi importante que l'enseignement de compétences et le développement d'un groupe international d'experts. Les défis actuels consistent à assurer un plus grand rôle du secteur privé et à réduire le chômage des travailleurs hautement qualifiés.

Marins de l'avenir

De nombreuses initiatives visent à renforcer les capacités en Méditerranée, notamment le projet BLUEMED, l'initiative PRIMA, l'EUSAIR, le Dialogue 5 + 5 et le Forum géopolitique intergouvernemental de Méditerranée occidentale. Il est essentiel de promouvoir et d'améliorer la création d'emplois conformément aux normes internationales du travail en créant de nouveaux profils d'emploi capables de répondre aux besoins du marché. Il s'agit de faire correspondre les bonnes personnes avec les bons emplois, à une époque où les emplois changent rapidement. Les académies maritimes peuvent jouer un rôle majeur dans le développement des carrières bleues. Il est essentiel de recruter de jeunes chômeurs, car il existe actuellement une pénurie importante de marins qualifiés. La profession de marin en tant que carrière bleue devrait être la cible principale de tout projet de carrière bleu. Il est important d'examiner les capacités existantes dans l'ensemble de la région méditerranéenne, en tenant compte des niveaux d'instruction de base des personnes concernées.

Faire correspondre les compétences avec des emplois changeants

L'économie bleue en Méditerranée souffre d'une pénurie de marins qualifiés et compétents. Les solutions comprennent la promotion des carrières en mer, l'amélioration de l'éducation maritime et la formation intersectorielle et multidisciplinaire. La population de sait plus à quel type de travail elle sera confrontée à l'avenir, elle doit donc être prête pour le changement (mobilité entre les emplois maritimes). Le rôle des entrepreneurs est également important, mais il existe peu d'entrepreneurs spécialisés dans les secteurs maritimes, voire aucun, seulement un petit nombre de start-ups. Ce qu'il faut, c'est une activité complémentaire pour inclure la dimension maritime dans l'entrepreneuriat. Il est important de prendre conscience qu'il existe des possibilités et des talents, mais que les tendances futures doivent être soigneusement analysées et planifiées.

Résultats et recommandations

- Une activité complémentaire est nécessaire pour inclure la dimension maritime dans l'entrepreneuriat.
- La mission est maintenant d'offrir un terrain d'entente pour un réseau pan-méditerranéen au-delà des réseaux régionaux, soutenu par un groupe directeur, et mis en œuvre via un portail web, une base de données et une offre coordonnée de possibilités pour la jeune génération. Un tel réseau doit être prêt à s'adapter à un environnement économique en évolution rapide et à un cadre normatif pour la durabilité environnementale. Une action coordonnée est donc nécessaire pour éviter la reproduction des activités déjà en cours et des initiatives existantes.
- Un réseau pan-méditerranéen au-delà des réseaux régionaux devrait être mis en place pour la formation et le renforcement des capacités : il existe d'excellentes initiatives individuelles qui offrent des possibilités de renforcement des capacités, des formations orientées vers l'emploi soutenant le développement de carrière dans le secteur de la croissance bleue dans la région méditerranéenne, à la fois dans le nord et dans le sud de la Méditerranée. De telles initiatives démontrent que les talents existent. Il est essentiel de passer du renforcement des



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



capacités individuelles à la capacité institutionnelle en impliquant les institutions et les acteurs clés.

- Le secteur privé doit s'impliquer davantage dans la résolution des problèmes d'employabilité.
- Des investissements doivent être réalisés pour mettre en adéquation les compétences avec les exigences nouvelles et changeantes de l'emploi.
- Des formations doivent être développées pour faciliter une meilleure mobilité de l'emploi.
- La diplomatie scientifique devrait être considérée comme un moyen permettant d'atteindre un niveau complet d'intégration, d'harmonisation et de mise en œuvre du réseau pan-méditerranéen.

Atelier 12 : Vers une économie bleue dans la région méditerranéenne : qu'est-ce qui fonctionne, que manque-t-il et que peut-on faire ?

30 novembre 2017, 14 h 30 – 16 h

Modérateur : Julien Le Tellier, Unité de coordination du Plan d'action pour l'environnement et la Méditerranée, Grèce ;

Intervenants :

- Julien Le Tellier, ONU Environnement/Unité de coordination du Plan d'action pour la Méditerranée, Grèce ;
- Jean Pierre Giraud, Plan Bleu/RAC, Jérémie Fosse, Eco-union, France ;
- Enrique de Villamore Martin, SCP/RAC, Espagne ;
- Marija Mijuskovic, Ministère du Développement Durable et du Tourisme, Monténégro ;
- Emad Adly, RAED – Réseau arabe pour l'environnement et le développement, Égypte ;
- Cosimo Solidoro, Istituto Nazionale di Oceanografia e di Geofisica Sperimentale, Italie ;
- Luigi Sinapi, Marco Grassi, Istituto Idrografico della Marina, Italie.

Principaux points abordés

ONU Environnement/Plan d'action pour la méditerranée (Convention de Barcelone)

L'économie bleue maritime prévoit une croissance de 100 à 200 % entre 2010 et 2030 dans le monde. Intégrée dans les ODD 14 et les points 1 et 5 de la Stratégie méditerranéenne pour le développement durable (SMDD).

Les parties ont déjà adopté des mesures juridiquement contraignantes dans leurs zones côtières pour le développement humain et environnemental. L'objectif est d'évoluer vers une économie verte avec une économie sobre en carbone, durable et socialement équitable. L'économie bleue se retrouve dans de nombreux protocoles juridiquement contraignants tels que le Protocole GIZC pour



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



la Méditerranée, dans lequel l'article 9 traite exclusivement des questions économiques, y compris la croissance bleue.

Le **Plan Bleu** rassemble trois activités de la SMDD : suivi de l'économie bleue, du soutien apporté et de sa mise en œuvre, promotion et harmonisation de l'économie bleue et intégration de l'économie bleue dans les différentes boîtes à outils dont nous disposons. Il est important de disposer d'indicateurs de suivi harmonisés à travers la Méditerranée, y compris d'une définition unique de l'économie bleue.

Aussi, 20 indicateurs ont été définis pour suivre la croissance de l'économie bleue, répartis dans différents secteurs tels que le tourisme, le transport maritime, les émissions de CO₂, la création d'emplois dans divers secteurs économiques et l'incidence environnementale. Un suivi de haute qualité permettra aux politiques et aux autres acteurs d'accéder à une information adéquate de manière transparente.

L'**entrepreneur vert** encourage les solutions commerciales innovantes pour résoudre les problèmes environnementaux. L'initiative a débuté en 2011 et montre déjà des résultats concrets. Elle impliquait 1600 entrepreneurs verts de sept pays MENA dont 38 % étaient des femmes. L'objectif est d'essayer d'adapter la formation conventionnelle pour les entrepreneurs pour inclure des activités circulaires, vertes et bleues. L'initiative a permis de mettre en place le Fonds Switchers, qui bénéficie du soutien de l'OSCE – le partenariat méditerranéen pour la coopération.

La stratégie GIZC du **Monténégro** stipule que les zones côtières dans les régions les plus développées du Monténégro devraient être verdies et rendues plus attrayantes pour le tourisme, lequel représente un élément important de l'économie du Monténégro.

Le Conseil national pour le développement durable, la gestion des zones côtières et la protection de l'environnement est un conseil consultatif ayant une influence politique considérable qui évalue si les politiques sectorielles gouvernementales adhèrent au document stratégique sur le développement durable. C'est une tâche difficile étant donné que quatre ministères se partagent la compétence de l'économie bleue et tous doivent coopérer. Le Conseil national rassemble tous les acteurs concernés, formule des recommandations sur la manière de procéder à l'avenir et est également responsable du suivi de la mise en œuvre des stratégies.

Le **RAED** s'engage dans le renforcement des capacités des ONG impliquées dans le développement durable. L'économie bleue consiste à établir un lien entre les objectifs à court et à long terme. Les pays du sud de la Méditerranée sont confrontés à des défis particuliers, notamment une gouvernance faible, un manque de sensibilisation, des politiques et des stratégies insuffisantes et une croissance démographique rapide. Il existe également un fossé entre les décideurs politiques et les praticiens, qui doivent partager les mêmes visions. Par conséquent, il est primordial d'impliquer les parties prenantes dans l'ensemble du processus.

Échantillonnage des données

Il existe un manque de données maritimes et les données actuelles devraient être distribuées librement. Deux initiatives de l'Union visent à collecter et partager les données disponibles : EMODnet, qui est une initiative à long terme comptant plus de 100 organisations collectant et partageant des données au niveau régional, et Copernicus, qui vise à collecter par satellite des



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



données relatives aux niveaux de CO₂ et de chlorophylle, par exemple, via des installations et des modélisations à l'échelle mondiale et régionale.

Éducation et renforcement des capacités

L'éducation est importante, car il faut connaître l'environnement dans lequel on évolue avant de mettre en œuvre une stratégie de croissance bleue. Des connaissances bleues telles que l'hydrographie soutiennent toutes les activités liées à la mer.

Par exemple, il est indispensable de cartographier le fond marin avant de mettre en œuvre des stratégies marines, car une bonne connaissance de la mer est indispensable pour les infrastructures maritimes, l'exploitation minière, la pêche et la protection de l'environnement. Les bureaux hydrographiques actuels n'ont pas les ressources pour cartographier l'intégralité de la mer.

Résultats et recommandations

- Il faut encourager la cartographie hydrographique. Chaque pays est responsable de l'étude de l'intégralité de la profondeur de la mer de sa ZEE.

La participation des parties prenantes et des secteurs est très importante pour combler le fossé entre la politique et la réalité, et affronter comme il se doit les possibilités et les enjeux de l'économie bleue dans la région méditerranéenne.

Panel de discussion de haut niveau

30 novembre 2017, 9 h – 10 h 45

Modérateur : Spyros Kouvelis

Intervenants :

- Karmenu Vella, Commissaire chargé de l'environnement, des affaires maritimes et de la pêche de l'UE
- Fathallah Sijilmassi, Secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée
- Justyne Caruana, Ministre de Gozo, Malte
- Alberto Lopez-Asenjo, Vice-ministre – secrétaire général de la Pêche, Espagne
- Zakia Driouich, Ministre – Secrétaire général du Département des pêches maritimes, Maroc
- Vincenzo De Luca, Président de la région Campanie, Italie
- Enrico Granara, Haut fonctionnaire de l'UpM et coordinateur ministériel des initiatives multilatérales euro-méditerranéennes, Italie

Principaux points abordés



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



Les besoins de naviguer dans les eaux agitées

Les défis dans le domaine méditerranéen à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE sont principalement le chômage et la perte de biodiversité. Le bassin de la mer Méditerranée compte 8 % de la biodiversité de la planète. Les pressions proviennent du changement climatique, de la surpêche, de la pêche INN, de la pollution marine et des débris. Néanmoins, de nombreuses activités économiques existent et les pays autour de la mer Méditerranée parviennent à travailler conjointement, soutenus par des organisations telles que l'UpM, la FAO ou la Commission européenne.

La contribution de l'économie bleue face aux défis

Le processus de promotion de l'économie bleue et la collaboration entre la Commission européenne et l'UpM sont un succès. Pour créer des synergies à l'avenir, les spécificités régionales doivent être la base pour résoudre les défis régionaux. Un terrain d'entente pour des actions doit être construit sur une base permanente, reliant toujours la croissance économique et la protection de l'environnement.

L'importance du financement de projet

En travaillant avec la mer, on rencontre de nombreux secteurs comme l'environnement, la défense, la pêche ou l'économie. Les politiques sectorielles sont très différentes – par exemple, le Portugal a établi des plans d'action pour chaque secteur et créé des pôles. Les résultats sont des améliorations pour les ports ainsi que pour d'autres secteurs.

Les nouvelles activités émergentes de l'économie bleue ne font pas encore l'objet de financements suffisants, c'est la raison pour laquelle certains pays de la Méditerranée financent déjà des initiatives individuellement. Il est essentiel de lancer de véritables projets, y compris avec des pays non membres de l'UE.

Collaboration entre les pays méditerranéens et l'économie bleue

La conférence « Our Ocean » a montré un fort engagement pour le développement durable, soutenu par la présidence maltaise. Il est plus que nécessaire d'exploiter la pleine capacité de compétences, d'innovation et de compétitivité. Les pôles marins sont d'excellents outils et seront plus efficaces grâce à un financement comme l'appel du FEAMP. Les secteurs comme le tourisme ne resteront forts que grâce à la diversification des stratégies. Malte tire profit de ses expériences, par exemple en ce qui concerne les ports innovants, qui sont vus comme les meilleurs endroits pour les navires de croisière. L'économie verte est le meilleur moyen de promouvoir la navigation verte en utilisant des carburants alternatifs et des infrastructures ainsi qu'une aquaculture durable. Ces efforts doivent être coordonnés.

La mise en réseau des clusters marins pour obtenir de meilleurs résultats

L'économie bleue est un excellent moteur de croissance durable dans le bassin de la mer Méditerranée. Elle promeut des emplois locaux dans des régions qui seraient autrement marginalisées. Par ex. 33 milliards d'EUR proviennent directement des ressources marines en Italie. Mais il existe de nombreuses menaces telles que la pollution, l'acidification et la hausse du niveau de la mer. L'amélioration de la gouvernance maritime est essentielle pour combattre les menaces et favoriser une croissance économique bleue. L'innovation et la recherche peuvent particulièrement



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



soutenir cette stratégie. Les mesures de l'économie circulaire et les associations plus proches soutenues par l'UpM sont de bons points de départ. Il est essentiel d'accroître l'efficacité des autorités locales, car elles comprennent au mieux les défis et les possibilités. De nombreuses approches utiles sont en cours pour faire de la publicité en faveur d'une consommation durable de produits issus de la biodiversité renouvelable. Par exemple, il y a près de dix ans, le festival Blue Sea a été créé et pourrait être reproduit dans d'autres régions (prochain événement en octobre 2018). Le futur interconnecteur électrique sous-marin entre l'Italie et la Tunisie pourrait être mis en place dans les cinq prochaines années et atténuer les pics d'énergie dans la région méditerranéenne.

Des solutions pour surmonter le statut précaire des stocks de poissons méditerranéens (surexploités à 90 %)

La Déclaration de La Valette appelle à un plan d'action qui assurera la durabilité des ressources halieutiques, sur la base des meilleurs avis scientifiques et en tenant compte des aspects socio-économiques. Il est temps de commencer à réduire les menaces pesant sur les écosystèmes et les stocks de poissons, l'économie et les pêcheurs. L'UpM collabore avec les autorités régionales, nationales et transfrontalières. La Commission européenne est la plus grande source de financement en ce qui concerne les aspects de gouvernance et les actions réelles. Ces activités de financement soutiennent un certain nombre de secteurs et une formation pertinente comprenant le soutien énergétique des océans et la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et menaçant la vie marine.

La stratégie BLUEMED – est-ce une clé de voûte ?

Une collaboration aux niveaux international et régional contre les menaces communes est essentielle. La mer Méditerranée est fortement menacée par le plastique (1 kg de plastique pour 5 kg de poisson) en raison de sa géographie semi-fermée. En Espagne, de bons résultats ont été obtenus en matière de recyclage des filets maillants à la dérive et de production de vêtements avec les coopératives sociales. Cette connaissance pourrait être transférée à d'autres pays. La mer Méditerranée est un espace où des initiatives liées à la biotechnologie ou aux énergies renouvelables ont vu le jour, montrant que tous les pays vont dans la même direction. La stratégie BLUEMED de la Commission européenne est essentielle pour soutenir tous ces développements.

La nécessité de parvenir à une pêche durable conforme à l'économie bleue

La situation liée aux stocks de poissons est alarmante, particulièrement sur fond de changement climatique. La principale préoccupation est la pêche INN parce que la région nord-africaine ne dispose pas d'approche juridiquement harmonisée, qui concerne tous les pays méditerranéens. Par conséquent, il est essentiel d'unir les efforts afin de lutter contre ces pratiques illégales, au moyen de GPS, de système VMS et d'autres systèmes de suivi des données. Le Maroc, en tant que point focal pour les activités de WESTMED, a adopté une stratégie de pêche maritime et a participé à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 22) en 2016. Là-bas, l'initiative de la Ceinture Bleue a été présentée par le Maroc pour réduire les déchets, avoir des navires plus efficaces sur le plan énergétique et soutenir la séquestration du carbone. L'initiative change l'approche commune de pêche non durable et ajoute de la valeur aux produits de la pêche. En outre, l'aquaculture durable est testée avec des mesures telles que l'alimentation des stocks de poisson avec des algues au lieu de farine de poisson et d'éviter l'intensification de la production.



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



Transformer la coopération politique en action

Les pays du Nord et du Sud de la Méditerranée ont toujours été connectés, comme la Libye, ou encore la Grèce et l'Italie. Il est primordial de transformer la coopération politique en action pour apporter de l'énergie aux côtes de l'Afrique du Nord. Avec le lancement de la stratégie « Croissance Bleue » de l'UE, des moyens ont été mis en place pour les investissements. Les obstacles tels que le recours au pétrole en tant qu'énergie non renouvelable et la baisse des prix doivent être surmontés par le transfert de technologie et soutenu par les initiatives méditerranéennes. L'Afrique subsaharienne est une source de préoccupation pour l'Union, c'est pourquoi la coopération et les investissements sont la seule manière de garantir la stabilité dans la région.

Résultats et recommandations

- L'économie bleue est fondamentale pour la région méditerranéenne et sera mobilisée grâce à des initiatives et des réseaux.
- La conférence est le début d'une collaboration sur le lien entre la terre et la mer, l'eau et l'énergie.
- Il est nécessaire d'accélérer l'action puisque l'humanité n'a pas beaucoup de temps pour sauver sa mer et ses ressources, quel que soit le gestionnaire.
- Pour équilibrer les différents niveaux de développement dans les pays méditerranéens, des engagements de collaboration également avec des organisations privées et publiques sont nécessaires.
- L'aspect social des femmes jouant un rôle clé dans différents secteurs maritimes doit être pris en compte et des actions doivent être menées en conséquence pour les soutenir.
- Les partenariats publics-privés sont importants pour soutenir une bonne économie bleue.
- Les régions avec leurs différents acteurs comme les Chambres de commerce doivent être étroitement associées.
- Une réponse forte à l'appel du FEAMP et la prise de mesures sont nécessaires.
- Nous devons agir localement et régionalement avant d'internationaliser.
- Nous pouvons transformer les défis en possibilités économiquement durables.
- La mer Méditerranée était autrefois la mer la plus riche et le berceau de la civilisation ; nous devons tâcher de lui rendre ce statut.
- L'objectif des ODD 14 doit être respecté et atteint.



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



Séance de clôture

30 novembre 2017 16 h 30

Modérateur : Spyros Kouvelis

Intervenants :

- Miguel Garcia-Herraiz, Secrétaire général adjoint de l'Union pour la Méditerranée en charge de l'eau et de l'environnement
- Christos Economou, chef d'unité pour les stratégies du bassin maritime, Coopération régionale maritime et sécurité maritime, Direction générale des Affaires maritimes et de la pêche, Commission européenne
- Serena Angioli, ministre régionale des fonds européens, de la jeunesse, de la coopération européenne et du bassin méditerranéen, région de Campanie, et vice-présidente de la Commission interméditerranéenne de la CRPM

Principaux points abordés

La conférence a été une occasion importante de mettre en réseau et de mettre en pratique de nouvelles solutions proposées, ainsi qu'une occasion de développer de nouvelles activités conjointes. Les ateliers ont produit des conclusions utiles et tout le matériel sera téléchargé sur le Centre virtuel de connaissances, le dépôt de connaissances et d'expériences et le réseau pour tous les acteurs de l'économie bleue et du secteur maritime en Méditerranée.

Le besoin de réseaux et de protagonistes méditerranéens

La région de Campanie a chaleureusement remercié la Commission européenne et l'Union pour la Méditerranée et a remercié tous les participants ainsi que les signataires du protocole d'entente entre le Secrétariat de l'UpM et la CGPM. La conférence a été l'occasion idéale d'échanger des idées. Sur la base des résultats de ces deux derniers jours, un réseau solide et des relations fortes en Méditerranée sont créés et renforcés. Il est important de saisir cette occasion de communication dans les futures actions. La question de la mise en relation des résultats de la recherche et de la transposition de l'innovation par les petites et moyennes entreprises a été largement abordée au cours de la conférence.

Ces deux derniers jours ont donné à chacun la possibilité de mieux se lier avec d'autres parties prenantes et de créer de nouvelles possibilités de partenariat. La région méditerranéenne a besoin de protagonistes et la conférence a confirmé que de nombreux acteurs sont prêts à assumer ce rôle.

Conceptualiser l'économie bleue

Il a été encourageant de voir ce que le concept d'économie bleue signifie pour le grand groupe de parties prenantes présentes à la conférence, à la fois publiques et privées. Une telle conceptualisation peut devenir un stimulant majeur pour le développement, car elle donne une nouvelle motivation et un nouvel élan pour relancer le travail commencé. Avoir une vision claire est important pour faire avancer les choses. L'économie bleue est l'occasion idéale pour la Méditerranée de développer durablement l'environnement marin et d'accroître la prospérité dans la région. Aujourd'hui, tous les participants ont visualisé la communauté de l'économie bleue en



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



Méditerranée : l'ambition est de consolider cette communauté émergente. La mise en réseau qui a eu lieu au cours des deux jours a montré qu'il existe une vision collective de ce qui doit être accompli ensemble. Plus de 170 participants supplémentaires se sont inscrits au Centre virtuel de connaissances au cours de la conférence, mais les institutions doivent toujours être bien représentées. Un mandat clair pour le travail en 2018 a été présenté et il est nécessaire de transformer les nouvelles possibilités et idées en actions.

Poursuivre l'excellent travail en 2018 avec une motivation renouvelée

La conférence a été un réel succès et elle motive tous les participants à continuer l'excellent travail accompli et à prendre de l'avance avec de nouvelles initiatives. Plus de 400 participants ont assisté à la conférence pendant deux jours et en raison de l'énorme intérêt qu'elle a suscité, elle a même enregistré des demandes supplémentaires dépassant largement la capacité du site. La fin de la conférence devrait être considérée comme le début d'un long processus où les parties prenantes auront encore plus de possibilités de se rencontrer et où plus de financement et de possibilités de soutien seront disponibles. Dans la matinée du dernier jour de la conférence, des représentants de haut niveau de dix pays méditerranéens se sont engagés à coopérer étroitement sur l'économie bleue, adoptant la Déclaration sur l'initiative pour le développement durable de l'économie bleue de la Méditerranée occidentale, accompagnée d'un plan d'action. Il est important de conceptualiser en permanence une vision commune pour la Méditerranée, car l'économie bleue signifie que nous partageons tous la même mer Méditerranée : il est de notre responsabilité partagée d'assurer la durabilité de son utilisation, présente comme future.

Messages clés

- La conférence constitue un moment charnière dans la réalisation des objectifs de la Déclaration ministérielle de 2015 qui appelle au maintien de la santé de nos mers et à la création de nouveaux emplois durables tout autour du bassin méditerranéen.
- Le Centre virtuel de connaissances, la plateforme de mise en réseau pour les acteurs de l'économie bleue, devrait devenir la pierre angulaire de la construction d'une véritable communauté de l'économie bleue en Méditerranée.
- Il est capital d'avoir une vision commune pour le développement durable de l'économie bleue en Méditerranée.
- L'utilisation durable des ressources marines de la Méditerranée est une responsabilité partagée et se trouve au cœur des économies nationales et régionales.
- Mettre en lien les secteurs publics et privés, ainsi que les résultats de la recherche, à la mise en œuvre d'actions innovantes est fondamental.
- Nous pouvons maintenant nous tourner vers l'avenir, vers une deuxième conférence ministérielle de l'UpM sur l'économie bleue, axée sur les résultats obtenus dans le cadre du Forum de l'économie bleue de l'UpM au cours des deux dernières années.



funded by

